

# MEMORIAL

Journal Officiel  
du Grand-Duché de  
Luxembourg



# MEMORIAL

Amtsblatt  
des Großherzogtums  
Luxemburg

## RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 3174

13 décembre 2013

### SOMMAIRE

<b>Audaxis S.A.</b> .....	<b>152349</b>	<b>PC Secondary Opportunities S.à r.l.</b> .....	<b>152342</b>
<b>Auto-Ecole Albert Schreiber S. à r. l.</b> ...	<b>152349</b>	<b>Pensionnat Notre-Dame (Sainte Sophie)</b>	
<b>Avanti Invest SA</b> .....	<b>152349</b>	.....	<b>152344</b>
<b>Baker Hughes Germany Holdings S.à r.l.</b>		<b>Pensionnat Notre-Dame (Sainte Sophie)</b>	
.....	<b>152347</b>	.....	<b>152345</b>
<b>Belador Advisors UK Limited</b> .....	<b>152348</b>	<b>PMA &amp; S S.A.</b> .....	<b>152341</b>
<b>Bimini Investments S.à r.l.</b> .....	<b>152348</b>	<b>PMS Partners S.A.</b> .....	<b>152341</b>
<b>Binar s.à r.l.</b> .....	<b>152348</b>	<b>Polytec S.A.</b> .....	<b>152341</b>
<b>Black and Blue Wind S.A.</b> .....	<b>152348</b>	<b>PP V PBF II S.à r.l.</b> .....	<b>152341</b>
<b>BlueOrchard Local Currency Fund General Partner S.à r.l.</b> .....	<b>152348</b>	<b>PricewaterhouseCoopers</b> .....	<b>152324</b>
<b>Brainiac S.à r.l.</b> .....	<b>152324</b>	<b>Prudential Luxembourg S.à r.l.</b> .....	<b>152343</b>
<b>BRAUN Bernard S.à r.l.</b> .....	<b>152349</b>	<b>Recina Invest S.A.</b> .....	<b>152338</b>
<b>BRE/Chestnut MezzCo S.à r.l.</b> .....	<b>152352</b>	<b>Revolia S.à r.l.</b> .....	<b>152343</b>
<b>BRE/Europe 2A S.à r.l.</b> .....	<b>152352</b>	<b>RH Paris 1 S.à r.l.</b> .....	<b>152343</b>
<b>Brim S.A., SPF</b> .....	<b>152347</b>	<b>RT Holding S.à r.l.</b> .....	<b>152310</b>
<b>Brookfield Infrastructure Partners PD</b>		<b>Sabadell BS Funds SICAV</b> .....	<b>152344</b>
<b>Ports Capital Management SCA</b> .....	<b>152347</b>	<b>SCG Hotel Investments Lux S.à r.l.</b> .....	<b>152323</b>
<b>BRS International S.A.</b> .....	<b>152347</b>	<b>School 3 S.à r.l.</b> .....	<b>152340</b>
<b>Caribbeds</b> .....	<b>152346</b>	<b>Shire Luxembourg Finance S.à r.l.</b> .....	<b>152340</b>
<b>Cognizant Technology Solutions Luxembourg S.à r.l.</b> .....	<b>152323</b>	<b>Silver Rocket S.A.</b> .....	<b>152339</b>
<b>C.P.C, Crop Protection Company S.A.</b> ..	<b>152349</b>	<b>SiYou S.à r.l.</b> .....	<b>152336</b>
<b>Del Monte Fresh Produce S.à r.l.</b> .....	<b>152350</b>	<b>SLS INOVATION SàRL (H-K), succursale de Luxembourg</b> .....	<b>152344</b>
<b>Duroal S.A.</b> .....	<b>152308</b>	<b>Spanish Residential (REIT) Holdco I S.à r.l.</b>	
<b>GAM S.A.</b> .....	<b>152345</b>	.....	<b>152339</b>
<b>GERES Investment S.à r.l.</b> .....	<b>152345</b>	<b>Spectra-Physics AB, Luxembourg Branch</b>	
<b>Getex S.A.</b> .....	<b>152346</b>	.....	<b>152339</b>
<b>GLBH Holdings S.à r.l.</b> .....	<b>152346</b>	<b>SPS Payment Services, Luxembourg Branch</b> .....	<b>152341</b>
<b>Grenat S.A.</b> .....	<b>152346</b>	<b>Stanley Munich 3 S.à r.l.</b> .....	<b>152339</b>
<b>Les Amis de l'Ancien Château de Beaufort</b>		<b>St James Investment S.A.</b> .....	<b>152339</b>
.....	<b>152306</b>	<b>Storebrand Luxembourg S.A.</b> .....	<b>152340</b>
<b>Les Amis des Châteaux de Beaufort</b> ...	<b>152306</b>	<b>Summer Co 2 S.à r.l.</b> .....	<b>152342</b>
<b>Maxnola S.A.</b> .....	<b>152308</b>	<b>Vittoria Invest S.A.</b> .....	<b>152325</b>
<b>Palladion Sicav</b> .....	<b>152342</b>	<b>VPV Invest Verwaltungsgesellschaft S.à r.l.</b>	
<b>Passy Development S.A.</b> .....	<b>152344</b>	.....	<b>152336</b>
<b>Pasta Point Belair S.à r.l.</b> .....	<b>152342</b>		
<b>Pasta Point Pétange Sàrl</b> .....	<b>152342</b>		

**Les Amis des Châteaux de Beaufort, Association sans but lucratif,  
(anc. Les Amis de l'Ancien Château de Beaufort).**

Siège social: L-6313 Beaufort, 24, rue du Château.

R.C.S. Luxembourg F 684.

**Art. 1<sup>er</sup>.** Entre les soussignés:

1. Madame Anne-Marie VOLMER, sans état, veuve de feu Monsieur Edmond LINCKELS, demeurant à Beaufort, de nationalité luxembourgeoise;
  2. Monsieur Alfred STEINMETZER, conservateur en chef du Service des Sites et Monuments Nationaux, domicilié à Luxembourg, de nationalité luxembourgeoise;
  3. Monsieur Jean-Pierre KOLTZ, membre du Conseil Supérieur des Sites et Monuments Nationaux, domicilié à Luxembourg, de nationalité luxembourgeoise;
  4. Monsieur Georges CALTEUX, conservateur-stagiaire du Service des Sites et Monuments Nationaux, domicilié à Echternach, de nationalité luxembourgeoise;
  5. Monsieur Léon BARTIMES, commerçant et bourgmestre, domicilié à Beaufort, de nationalité luxembourgeoise;
  6. Monsieur Henry LUDES, fonctionnaire communal en retraite et échevin, domicilié à Beaufort, de nationalité luxembourgeoise;
  7. Monsieur Eugène WAGNER, commerçant et échevin, domicilié à Dillingen, de nationalité luxembourgeoise;
  8. Monsieur Marcel SCHOLTES, charpentier et conseiller communal, domicilié à Beaufort, de nationalité luxembourgeoise;
  9. Monsieur Pierre KRACK, garde-malade et conseiller communal, domicilié à Beaufort, de nationalité luxembourgeoise;
  10. Madame Jacqueline MEYER, épouse Lucien Gierten, hôtelière, domiciliée à Beaufort, de nationalité luxembourgeoise;
  11. Monsieur Fernand FERRING, hôtelier, domicilié à Grundhof, de nationalité luxembourgeoise;
  12. Monsieur Jean-Pierre BUCHLER, ancien ministre, domicilié à Luxembourg, de nationalité luxembourgeoise;
  13. Monsieur Mathias THINNES, directeur d'école honoraire, domicilié à Luxembourg, de nationalité luxembourgeoise;
  14. Monsieur Albert HOMMEL, fonctionnaire d'Etat en Retraite, domicilié à Ettelbruck, de nationalité luxembourgeoise;
  15. Monsieur Charles THIES, employé privé en retraite, domicilié à Beaufort, de nationalité luxembourgeoise;
- et tous ceux qui plus tard seront acceptés comme membres, il est fondé une association sans but lucratif dénommée "Les Amis des Châteaux de Beaufort".

**Art. 2.** Son siège social est établi à Beaufort.

**Art. 3.** La durée de l'association est illimitée.

**Art. 4.** L'association a pour but principal la gestion et l'administration journalière des châteaux avec leurs dépendances et alentours sis à Beaufort. Outre la surveillance et l'entretien des lieux, elle s'occupera de la publicité et de la propagande destinées à attirer les visiteurs et en général de toutes les initiatives propres à mettre en valeur et à animer ce patrimoine féodal.

**Art. 5.** L'association peut pour la réalisation de ses buts et dans la limite de l'art.15 de la loi du 21 avril 1928; acquérir, louer et recevoir en donation, tous meubles, immeubles et terrains, gérer et exploiter des bâtiments, des sites et établissements, de tous genres, éditer tous livres, brochures, prospectus et périodiques, organiser toutes manifestations susceptibles de valoriser son action ou d'apporter un appui financier à la réalisation de ses buts.

**Art. 6.** Le nombre des associés ne peut être inférieur à sept; l'admission des membres est soumise à la décision du conseil d'administration.

La cotisation des membres est fixée annuellement par l'assemblée générale et ne pourra pas dépasser vingt-cinq euros. Tous les membres ont droit de vote aux assemblées générales.

**Art. 7.** Des conseillers à voix consultative peuvent être choisis par le conseil d'administration en raison de leur compétence dans les domaines qui intéressent l'association. En cette seule qualité, ils ne sont pas membres de l'association.

**Art. 8.** Le conseil d'administration peut décerner le titre de membre d'honneur à des personnes physiques ou morales qui auront rendu d'éminents services à l'association.

**Art. 9.** Les organismes visées à l'art. 11 doivent désigner leur délégué par lettre adressée au président de l'association. Les délégués sont en fonction jusqu'au moment où leur désignation est retirée par lettre recommandée adressée au président par l'autorité qui les a désignés.

La démission des associés ou des conseillers doit être donnée par lettre à adresser au président.

Sont réputés démissionnaires les associés qui n'ont pas réglé leur cotisation pendant deux exercices consécutifs.  
Peut être exclu l'associé qui a gravement lésé les intérêts de l'association.

**Art. 10.** Les associés démissionnaires ou exclus de l'association n'ont aucun droit sur le patrimoine ou les biens de l'association. Les membres de l'association ne sont tenus que pour le montant de leur cotisation.

Ils n'ont aucune responsabilité ce qui concerne les engagements de l'association.

**Art. 11.** L'association est dirigée par un conseil d'administration de sept membres au moins et de quinze au plus.

Six mandats d'administrateurs seront d'office réservés de la façon suivante:

- deux mandats à l'administration communale de Beaufort;
- un mandat au Syndicat d'Initiative et du Tourisme de Beaufort;
- trois mandats à l'Etat du Grand-Duché de Luxembourg.

Les autres administrateurs sont désignés par l'assemblée générale par scrutin secret.

**Art. 12.** Le conseil d'administration nomme en son sein un président, deux vice-présidents, un secrétaire et un trésorier. Il se réunit sur convocation du président et si celui-ci est empêché, d'un des deux vice-présidents.

Le conseil d'administration devra être convoqué par le président ou, en cas d'empêchement de celui-ci, par l'un des deux vice-présidents, si cinq administrateurs le demandent par écrit.

Le conseil d'administration ne peut délibérer valablement que si la majorité des administrateurs est présente.

En cas de parité de voix, le président de séance a voix prépondérante.

Le conseil peut délibérer, quel que soit le nombre des membres présents, sur les objets portés pour la seconde fois à son ordre du jour.

Les décisions du conseil sont consignées dans des procès-verbaux signés par le président et le secrétaire après approbation au début de la séance suivante.

**Art. 13.** Le conseil d'administration peut déléguer tout ou partie de ses pouvoirs en ce qui concerne la gestion journalière à un bureau exécutif composé du président ou d'un des deux vice-présidents, du secrétaire et du trésorier qui engage, uniquement pour les affaires courantes, la société à l'égard des tiers par la signature conjointe soit du président ou vice-président et du secrétaire soit du président ou vice-président et du trésorier.

Sauf délégation, tous les actes engageant l'association sont signés par le président, ou si celui-ci est empêché, par un des deux vice-présidents, le secrétaire et le trésorier.

Les actions en justice, tant en défendant qu'en demandant, sont introduites et poursuivies, au nom de l'association, par le président ou son représentant.

**Art. 14.** Les six administrateurs représentant les organismes renseignés à l'art. 11 ne cessent leur fonction qu'au cas où ils démissionnent ou s'ils ne revêtent plus les fonctions qui ont provoqué leur nomination. Les autres administrateurs sont élus pour un terme qui ne peut excéder deux ans. Ce mandat est renouvelable.

L'assemblée générale décidera, à la majorité des deux tiers des voix, la révocation d'un administrateur élu.

**Art. 15.** Le conseil d'administration a les pouvoirs les plus étendus pour la gestion de l'association; il peut poser tous actes qui ne sont pas spécialement réservés par la loi ou les statuts à l'assemblée générale.

**Art. 16.** L'assemblée générale se réunit chaque année au courant du mois de mai. Le conseil d'administration peut convoquer des assemblées générales extraordinaires, chaque fois qu'il le juge nécessaire pour le bien de l'association. Les convocations aux assemblées générales sont faites par le président du conseil d'administration ou par deux administrateurs par des invitations écrites ou imprimées postées au moins huit jours avant la date de l'assemblée et contenant l'ordre du jour.

L'association peut prendre des résolutions en dehors de l'ordre du jour.

Les membres d'honneur et les conseillers sont invités aux assemblées générales.

**Art. 17.** Le Commissaire du Gouvernement, désigné par le Gouvernement, a le droit d'assister à toutes les réunions de l'association.

**Art. 18.** Sont de la compétence de l'assemblée générale:

- a) les modifications aux statuts;
- b) la nomination et la révocation des administrateurs;
- c) l'approbation des budgets et des comptes;
- d) la dissolution de l'association;
- e) l'exclusion des membres;
- f) la fixation du montant des cotisations;
- g) la nomination de deux commissaires-vérificateurs

**Art. 19.** Les associés et les tiers peuvent prendre connaissance des résolutions de l'assemblée générale au siège social.

**Art. 20.** Sans préjudice des dispositions de la loi du 28 avril 1928 exigeant en certains cas un quorum spécial, l'assemblée est valablement constituée si au moins dix associés sont présents ou représentés.

- Un associé peut donner par procuration écrite mandat à un autre associé de le représenter aux assemblées générales et d'y exercer son droit de vote.

- Un associé ne peut représenter qu'un seul associé empêché d'assister aux assemblées générales.

- Une procuration n'est valable que pour l'assemblée générale pour laquelle elle a été donnée.

**Art. 21.** L'exercice social porte sur l'année civile. Pour la première fois, l'exercice social prendra cours à la date de la constitution de l'association, pour se terminer le 31 décembre 1981.

Les comptes et les prévisions budgétaires sont soumis à la première assemblée générale ordinaire suivant immédiatement la date de la clôture de l'année sociale, après vérification par les commissaires aux comptes.

**Art. 22.** En cas de dissolution de l'association, la liquidation sera confiée à un collège de trois associés et le produit net de toutes réserves éventuelles, sera transféré au Fonds Culturel National aux fins poursuivies par la présente association.

**Art. 23.** Tous les cas non prévus par les présents statuts seront réglés conformément aux dispositions de la loi du 28 avril 1928 sur les associations sans but lucratif régis par l'usage.

Modifications aux statuts, adoptées par l'assemblée générale extraordinaire à Beaufort, le 13 septembre 2012.

Signatures.

Référence de publication: 2013153178/125.

(130187064) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 novembre 2013.

**Maxnola S.A., Société Anonyme,  
(anc. Duroal S.A.).**

Siège social: L-2661 Luxembourg, 42, rue de la Vallée.

R.C.S. Luxembourg B 136.372.

In the year two thousand and thirteen, the twenty-fourth of October.

Before the undersigned Maître Jean-Joseph WAGNER, notary residing in Sanem, Grand Duchy of Luxembourg.

Was held an extraordinary general meeting of the shareholders of «DUROAL S.A.», a "société anonyme", established and having its registered office at 42 rue de la Vallée, Luxembourg, R.C.S. Luxembourg, section B number 136372, incorporated pursuant to a notarial deed on 6 February 2008, published in the Memorial C, n°683 of March 19, 2008.

The extraordinary general meeting is opened by Ms Johanna TENEBAY, employee, with professional address in Luxembourg, in the chair.

The Chairman appoints as secretary of the meeting Mrs Christine RACOT, employee, with professional address in Luxembourg.

The meeting elects as scrutineer Mrs Isabelle GERLAXHE, employee, with professional address in Luxembourg.

The bureau of the meeting having thus been constituted, the Chairman declares and requests the notary to state that:

I) The agenda of the meeting is the following:

*Agenda*

1.- Change of the company's name from "DUROAL S.A." into "MAXNOLA S.A." and subsequent amendment of the first paragraph of Article 1 of the Articles of Incorporation to be read as follows: "There exists a corporation (société anonyme) under the name of MAXNOLA S.A.".

2. Miscellaneous.

II) The shareholders present or represented and the number of their shares held by each of them are shown on an attendance list, which, signed by the shareholders or their representatives and by the bureau of the meeting, will remain attached to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

III) It appears from the said attendance-list that all the shares representing the total subscribed capital are present or represented at this meeting. All the shareholders present declare that they have had due notice and knowledge of the agenda prior to this meeting, so that no convening notices were necessary.

IV) The present meeting, representing the whole corporate capital, is regularly constituted and may validly deliberate on all the items on the agenda.

After deliberation, the meeting adopts unanimously the following resolution:

*Sole resolution*

The extraordinary meeting RESOLVES to change the company's corporate name from "DUROAL S.A.", into "MAXNOLA S.A." and consequently to amend the first paragraph of Article 1 of the Articles of Incorporation of the Company which shall forthwith read as follows:

**Art. 1. (first paragraph).** "There exists a corporation (société anonyme) under the name of "MAXNOLA S.A.".

Nothing else being on the agenda, the meeting was thereupon closed.

Whereof, the present deed is drawn up in Luxembourg, in the registered office of the company, on the day named at the beginning of this document.

The undersigned notary who knows English, states herewith that on request of the above appearing persons the present deed is worded in English followed by a French version; on request of the same appearing persons and in case of divergences between the English and the French text, the English text will prevail.

The document having been read to the persons appearing, the said persons signed together with us the notary this original deed.

#### **Suit la traduction française du texte qui précède:**

L'an deux mille treize, le vingt-quatre octobre.

Par-devant Nous, Maître Jean-Joseph WAGNER, notaire de résidence à Sanem (Luxembourg),

s'est tenue l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme «DUROAL S.A.», une société anonyme, établie et ayant son siège social au 42, rue de la Vallée, Luxembourg, R.C.S. Luxembourg, section B, numéro 136372, constituée, suivant acte notarié en date du 6 février 2008, publié au Mémorial C, n°683 du 19 mars 2008.

La séance est ouverte sous la présidence de Mademoiselle Johanna TENEBAY, employée, demeurant professionnellement à Luxembourg.

La présidente désigne comme secrétaire Madame Christine RACOT, employée, demeurant professionnellement à Luxembourg.

L'assemblée choisit comme scrutatrice Madame Isabelle GERLAXHE, employée, demeurant professionnellement à Luxembourg.

Le bureau de l'assemblée étant ainsi constitué, le président expose et prie le notaire d'acter ce qui suit:

I) L'ordre du jour de l'assemblée est conçu comme suit:

#### *Ordre du jour:*

1.- Modification de la dénomination de la société de «DUROAL S.A.» en «MAXNOLA S.A.» et modification afférente du premier alinéa de l'article 1<sup>er</sup> des statuts de la Société qui sera désormais conçu comme suit: «Il existe une société anonyme luxembourgeoise sous la dénomination de «MAXNOLA S.A.».

2.- Divers.

II) Il a été établi une liste de présence renseignant les actionnaires présents ou représentés ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent, laquelle liste de présence, après avoir été signée par les actionnaires ou leurs mandataires et par les membres du Bureau, sera enregistrée avec le présent acte pour être soumis à l'enregistrement en même temps.

III) Il résulte de ladite liste de présence que toutes les actions représentant l'intégralité du capital social sont présentes ou représentées à cette assemblée. Tous les actionnaires présents se reconnaissent dûment convoqués et déclarent par ailleurs avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable, de sorte qu'il a pu être fait abstraction des convocations d'usage.

IV) La présente assemblée, représentant l'intégralité du capital social est régulièrement constituée et peut valablement délibérer sur son ordre du jour.

Après délibération, l'assemblée prend, à l'unanimité, la résolution suivante:

#### *Résolution unique*

L'assemblée générale extraordinaire DECIDE de modifier la dénomination de la Société de «DUROAL S.A.» en celle de «MAXNOLA S.A.» et, par conséquent, de modifier le premier alinéa de l'article 1<sup>er</sup> des statuts de la Société pour lui donner la teneur suivante:

**Art. 1<sup>er</sup>. (premier alinéa).** «Il existe une société anonyme luxembourgeoise sous la dénomination de «MAXNOLA S.A.»»

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, au siège social de la Société, date qu'en tête des présentes.

Le notaire soussigné, qui connaît la langue anglaise, déclare par la présente qu'à la demande des comparants ci-avant, le présent acte est rédigé en langue anglaise, le texte étant suivi d'une version française, et qu'à la demande des mêmes comparants, en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise primera.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, ils ont signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: J. TENEBAY, C. RACOT, I. GERLAXHE, J.-J. WAGNER.

Enregistré à Esch-sur-Alzette A.C., le 29 octobre 2013. Relation: EAC/2013/14099. Reçu soixante-quinze Euros (75,- EUR).

Le Receveur ff. (signé): Monique HALSDORF.

Référence de publication: 2013154671/91.

(130189762) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 novembre 2013.

### **RT Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 32, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 181.336.

### **STATUTES**

In the year two thousand and thirteen, on the eighth day of October.

Before Maître Francis Kessler, notary residing in Esdi-sur-Alzette, Grand Duchy of Luxembourg.

#### **THERE APPEARED:**

Manwin RK S.à r.l., a Luxembourg private limited liability company (société à responsabilité limitée), having its registered office at 32, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under the number B 169252 and having a share capital of EUR 229,750 (the Subscriber),

hereby represented by Marine Baillet, lawyer, professionally residing in 33, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, by virtue of a power of attorney, given under private seal.

Said proxy, after having been signed ne varietur by the proxyholder of the Subscriber and the undersigned notary, shall remain attached to and shall be filed together with this notarial deed with the registration authorities.

The Subscriber, represented as stated above, has requested the undersigned notary to enact the following articles of incorporation of a company, which it declares to establish as follows:

#### **Chapter I. - Definitions**

Articles of Association means the articles of association of the Company, as amended from time to time;

Board of Managers means the board of managers of the Company appointed from time to time;

Business Day means a day (other than a Saturday or Sunday) on which banks are generally open in Luxembourg for normal business;

Chairman has the meaning given to it in article 12;

Class A Manager(s) has the meaning given to it in article 9;

Class B Manager(s) has the meaning given to it in article 9;

Companies Act means the Luxembourg law on the commercial companies dated 10 August 1915, as amended;

Company means RT Holding S.à r.l.;

Connected Companies has the meaning given to it in article 3;

Financial Year has the meaning given to it in article 25;

General Meetings means the general meetings of Shareholders of the Company;

General Meeting means any of them;

Laws means the laws of the Grand Duchy of Luxembourg;

Legal Reserve has the meaning given to it in article 27;

Luxembourg means the Grand Duchy of Luxembourg;

Managers means any member of the Board of Managers and Manager means any of them;

Secretary has the meaning given to it in article 12;

Shareholders means any person holding Shares or to whom Shares are transferred or issued from time to time (excluding the Company) in accordance with the terms of the Articles of Association, and Shareholder means any of them; and

Shares means all the issued shares from time to time in the capital of the Company.

#### **Chapter II. - Form, Name, Registered office, Object, Duration**

**Art. 1. Form, Name.** There exists a private limited liability company (société à responsabilité limitée) under the name of "RT Holding S.à r.l." which will be governed by the Laws and particularly by the Companies Act as well as by the Articles of Association.

The Company may be composed of one single Shareholder, owner of all the shares, or several Shareholders, but not exceeding forty (40) Shareholders.

**Art. 2. Registered Office.** The Company will have its registered office in the City of Luxembourg.



The registered office may be transferred to any other place within the City of Luxembourg by a resolution of the Manager(s).

Branches or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by resolution of the Manager(s).

In the event that, in the view of the Manager(s), extraordinary political, economic or social developments occur or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office or with the ease of communications with such office or between such office and persons abroad, the Company may temporarily transfer the registered office abroad, until the complete cessation of these abnormal circumstances. Such temporary measures will have no effect on the nationality of the Company, which, notwithstanding the temporary transfer of the registered office, will remain a company governed by the Companies Act. Such temporary measures will be taken and notified to any interested parties by the Manager(s).

**Art. 3. Object.** The objects of the Company are:

(i) to carry on any trade or business whatsoever and to acquire, undertake and carry on the whole or any part of the business, property and/or liabilities of any person carrying on any business;

(ii) to act as an investment holding company and to co-ordinate the business of any corporate bodies in which the Company is for the time being directly or indirectly interested, and to acquire (whether by original subscription, tender, purchase, exchange or otherwise) the whole of or any part of the stock, shares, debentures, debenture stocks, bonds, intellectual property rights and other securities issued or guaranteed by any person and any other asset of any kind and to hold the same as investments, and to sell, exchange and dispose of the same;

(iii) to sell, lease, exchange, let on hire and dispose of any real or personal property and/or the whole or any part of the undertaking of the Company, for such consideration as the Manager(s) think fit, including for shares, debentures or other securities, whether fully or partly paid up, of any person, whether or not having objects (altogether or in part) similar to those of the Company; to hold any shares, debentures and other securities so acquired; to improve, manage, develop, sell, exchange, lease, mortgage, dispose of, grant options over, turn to account and otherwise deal with all or any part of the property and rights of the Company;

(iv) to borrow, raise and secure the payment of money in any way the Manager(s) thinks fit, including by the issue (to the extent permitted by the Laws) of debentures and other securities or instruments, perpetual or otherwise, convertible or not, whether or not charged on all or any of the Company's property (present and future) or its uncalled capital, and to purchase, redeem, convert and pay off those securities;

(v) to acquire an interest in, amalgamate, merge, consolidate with and enter into partnership or any arrangement for the sharing of profits, union of interests, co-operation, joint venture, reciprocal concession or otherwise with any person, including any employees of the Company;

(vi) to invest and deal with the Company's money and funds in any way the Manager(s) thinks fit and to lend money and give credit with or without security to companies in which the Company has a direct or indirect interest, even where not substantial, or any company being a direct or indirect shareholder of the Company or any company belonging to the same group as the Company (a hereafter referred to as the Connected Companies and each as a Connected Company); for the purposes of this article 3 (vi), a company shall be deemed to be part of the same «group» as the Company if such other company directly or indirectly owns, is in control of, is controlled by, or is under common control with, the Company, in each case whether beneficially or as trustee, guardian or other fiduciary. A company shall be deemed to control another company if the controlling company possesses, directly or indirectly, all or substantially all of the share capital of the company or has the power to direct or cause the direction of the management or policies of the other company, whether through the ownership of voting securities, by contract or otherwise;

(vii) to enter into any guarantee or contract of indemnity or suretyship, and to provide security, including the guarantee and provision of security for the performance of the obligations of and the payment of any money (including capital, principal, premiums, dividends, interest, commissions, charges, discount and any related costs or expenses whether on shares or other securities) by the Company or any Connected Companies, with or without the Company receiving any consideration or advantage (whether direct or indirect), and whether by personal covenant or mortgage, charge or lien over all or part of the Company's undertaking, property, assets or uncalled capital (present and future) or by other means; for the purposes of this article 3 (vii) "guarantee" includes any obligation, however described, to pay, satisfy, provide funds for the payment or satisfaction of (including by advance of money, purchase of or subscription for shares or other securities and purchase of assets or services), indemnify and keep indemnified against the consequences of default in the payment of, or otherwise be responsible for, any indebtedness of any other person;

(viii) to acquire all types of intellectual and industrial property rights (including but not limited to patents, domain names, licenses, etc.) and other rights deriving therefrom or complementary thereto, to directly or indirectly operate and develop them. The Company may also sell, assign or otherwise dispose of part or all of its intellectual and industrial rights;

(ix) to do all or any of the things provided in any paragraph of this article 3 (a) in any part of the world; (b) as principal, agent, contractor, trustee or otherwise; (c) by or through trustees, agents, subcontractors or otherwise; and (d) alone or with another person or persons; and

(x) to do all things (including entering into, performing and delivering contracts, deeds, agreements and arrangements with or in favour of any person) that are in the opinion of the Manager(s) incidental or conducive to the attainment of all or any of the Company's objects, or the exercise of all or any of its powers.

**Art. 4. Duration.** The Company is formed for an unlimited duration.

It may be dissolved at any time by a resolution of the General Meeting, voting with the quorum and majority rules set by the Companies Act or by the Articles of Association, as the case may be pursuant to article 28 of the Articles of Association.

### Chapter III. - Capital, Shares

**Art. 5. Issued Capital.** The issued capital of the Company is set at twelve thousand five hundred Euros (EUR 12,500) divided into 12,500 (twelve thousand five hundred) Shares with a nominal value of one Euro (EUR 1) each.

#### Art. 6. Shares.

##### Section 1. Shares

Each Share is indivisible as far as the Company is concerned.

Co-owners of shares must be represented towards the Company by a common representative, whether appointed amongst them or not.

When the Company is composed of a single Shareholder, the single Shareholder may freely transfer its Shares.

When the Company is composed of several Shareholders, the Shares may be transferred freely amongst Shareholders but the shares may be transferred to non-Shareholders only with the authorisation of Shareholders representing at least three quarters (3/4) of the share capital.

The transfer of Shares must be evidenced by a notarial deed or by a private contract. Any such transfer is not binding upon the Company and upon third parties unless duly notified to the Company or accepted by the Company, in pursuance of article 190 of the Companies Act and 1690 of the Luxembourg civil Code.

Ownership of a share carries implicit acceptance of the Articles of Association and of the resolutions validly adopted by the General Meeting.

##### Section 2. Share premium

In addition to the issued capital, there may be set up a premium account to which any premium paid on any share in addition to its nominal value is transferred. The amount of the premium account may be used to pay any Shares which the Company may repurchase from its Shareholder(s), to offset any net realised losses, to make distributions to the Shareholder(s) or to allocate funds to the legal reserve.

##### Section 3. Capital Surplus

The General Meeting is also authorised to approve capital contributions without the issuance of new shares by way of a payment in cash or a payment in kind or otherwise, on the terms and conditions set by the General Meeting, within the limit prescribed by Luxembourg law and which shall be booked in the "capital surplus" account of the Company. The amount of the capital surplus account may be used to pay any Shares which the Company may repurchase from its Shareholder(s), to offset any net realised losses, to make distributions to the Shareholder(s) or to allocate funds to the legal reserve.

##### Section 4. Profit Sharing

The profits which the Company may decide to distribute shall be applied as described in article 27 in any year in which the General Meeting resolves to make any distribution of dividends.

##### Section 5. Voting rights

Each Share will entitle the holder thereof to one vote on all matters upon which Shareholders have the right to vote.

##### Section 6. Redemption of Shares

The Company may redeem its own shares within the limits set forth by the Companies Act.

**Art. 7. Increase and Reduction of Capital.** The issued capital of the Company may be increased or reduced one or several times by a resolution of the Shareholder(s) adopted in compliance with the quorum and majority rules set by the Articles of Association or, as the case may be, by the Companies Act for any amendment of the Articles of Association.

#### Art. 8. Incapacity, Bankruptcy or Insolvency of a Shareholder.

The incapacity, bankruptcy, insolvency or any other similar event affecting the Shareholder(s) does not put the Company into liquidation.

### Chapter IV. Managers, Auditors

**Art. 9. Managers.** The Company shall be managed by one or several Managers who need not be Shareholders themselves. If several Managers are appointed, they shall form a Board of Managers.

The Manager(s) will be appointed, revoked and replaced by a decision of the Shareholder(s), adopted by Shareholders owning more than half of the share capital, who will determine their number and the duration of their mandate. The



Manager(s) are eligible for re-appointment and may be removed at any time, with or without cause, by a resolution of the Shareholder(s).

The Managers appointed by the Shareholder(s) may be designated as class A Manager(s) (the Class A Manager(s)) or class B Manager(s) (the Class B Manager(s)).

The Shareholder(s) shall neither participate in nor interfere with the management of the Company.

**Art. 10. Powers of the Managers.** The Board of Managers is vested with the broadest powers to perform all acts necessary or useful for accomplishing the Company's object.

As long as the Company has a sole Manager, the sole Manager has the same powers as those conferred to the Board of Managers. In such case, any references in the Articles of Association to decisions made by the Board of Managers shall be a reference to decisions made or powers exercised by the sole Manager.

All powers not expressly reserved by the Articles of Association or by the Companies Act to the General Meeting or to the auditor(s) are in the competence of the Manager(s).

**Art. 11. Delegation of Powers - Representation of the Company.** The Manager(s) may delegate special powers or proxies, or entrust determined permanent or temporary functions to persons or committees chosen by them.

The Company will only be bound towards third parties by the individual signature of its sole Manager, in the case of plurality of Managers by the joint signatures of any two Managers if more than one Manager has been appointed.

However, if the shareholders have designated Class A Manager(s) and Class B Manager(s), the Company will be bound towards third parties by the joint signatures of one Class A Manager and one Class B Manager.

The Company will further be bound towards third parties by the joint signatures or sole signature of any person to whom special power has been delegated by the Manager(s), but only within the limits of such special power.

**Art. 12. Meetings of the Board of Managers.** In case a Board of Managers is formed, the following rules shall apply:

The Board of Managers may appoint from among its members a chairman (the Chairman). It may also appoint a secretary, who need not be a Manager himself and who will be responsible for keeping the minutes of the meetings of the Board of Managers (the Secretary).

The Board of Managers will meet upon call by the Chairman or, if no Chairman has been appointed, by any Manager. A meeting of the Board of Managers must be convened if any 2 (two) of its members so require.

If a Chairman has been appointed, he/she will preside at all meetings of the Board of Managers, except that in his/her absence or if no Chairman has been appointed, the Board of Managers may appoint another member of the Board of Managers as chairman pro tempore by majority vote of the Managers present or represented at such meeting.

Except in cases of urgency or with the prior consent of all those entitled to attend, at least 3 (three) Business Days' written notice of meetings of the Board of Managers shall be given in writing and transmitted by any means of communication allowing for the transmission of a written text. Any such notice shall specify the time and the place of the meeting as well as the agenda and the nature of the business to be transacted. The notice may be waived by properly documented consent of each member of the Board of Managers. No separate notice is required for meetings held at times and places specified in a time schedule previously adopted by resolution of the Board of Managers.

The meetings of the Board of Managers shall be held in Luxembourg or at such other place as the Board of Managers may from time to time determine.

Any Manager may act at any meeting of the Board of Managers by appointing in writing, transmitted by any means of communication allowing for the transmission of a written text, another Manager as his proxy. Any Manager may represent one or several members of the Board of Managers.

A quorum of the Board of Managers shall be the presence or representation of at least 1/2 (half) of the Managers holding office, provided that if there are Class A Manager(s) and Class B Manager(s) such quorum shall only be met if at least 1 (one) Class A Manager and 1 (one) Class B Manager are present.

Decisions will be taken by a majority of the votes of the Managers present or represented at such meeting.

One or more Manager may participate in a meeting by conference call, videoconference or any other similar means of communication enabling several persons participating therein to simultaneously communicate with each other. Such participation shall be deemed equivalent to a physical presence at the meeting.

A written decision, signed by all the Managers, is proper and valid as though it had been adopted at a meeting of the Board of Managers which was duly convened and held. Such a decision may be documented in a single document or in several separate documents signed by all the Managers. Such written resolutions are deemed to be taken in Luxembourg.

None of the paragraphs above of Article 12 apply when the Company is managed by a sole Manager.

**Art. 13. Resolutions of the Manager(s).** The resolutions of the Board of Managers or the sole Manager shall be recorded in writing.

The minutes of any meeting of the Board of Managers will be signed by the Managers present or proxies of Managers represented. Any proxies will remain attached thereto.

The resolutions passed by the sole Manager will be signed by the sole Manager.

Copies or extracts of written resolutions or minutes, to be produced in judicial proceedings or otherwise, may be signed by the Chairman or, if none, by any 2 (two) Managers acting jointly or, if the Company is managed by a sole Manager, by the sole Manager.

**Art. 14. Management Fees and Expenses.** Subject to approval by General Meeting, the Manager(s) may receive a management fee in respect of the carrying out of their management of the Company and may, in addition, be reimbursed for all other expenses whatsoever incurred by the Manager(s) in relation with the management of the Company or the pursuit of the Company's corporate object.

**Art. 15. Conflicts of Interest.** If any Manager has or may have any personal interest in any transaction of the Company (other than a transaction performed in the ordinary course), such Manager shall disclose such personal interest to the other Managers and shall not consider or vote on any such transaction.

In case of a sole Manager it suffices that the transactions between the Company and its Manager, who has such an opposing interest, be recorded in writing.

No contract or other transaction between the Company and any other company or firm shall be affected or invalidated by the mere fact that any one or more of the Managers or any officer of the Company has a personal interest in, or is a manager, associate, member, Shareholder, officer or employee of such other company or firm. Any person related as afore described to any company or firm with which the Company shall contract or otherwise engage in business shall not, by reason of such affiliation with such other company or firm, be automatically prevented from considering, voting or acting upon any matters with respect to such contract or other business.

**Art. 16. Managers' Liability - Indemnification.** No Manager commits himself, by reason of his functions, to any personal obligation in relation to the commitments taken on behalf of the Company.

Managers are only liable for the performance of their duties.

The Company shall indemnify any Manager, officer or employee of the Company and, if applicable, their successors, heirs, executors and administrators, against damages and expenses reasonably incurred by him in connection with any action, suit or proceeding to which he may be made a party by reason of his being or having been Manager, officer or employee of the Company, or, at the request of the Company, any other company of which the Company is a shareholder or creditor and by which he is not entitled to be indemnified, except in relation to matters as to which he shall be finally adjudged in such action, suit or proceeding to be liable for gross negligence or misconduct. In the event of a settlement, indemnification shall be provided only in connection with such matters covered by the settlement as to which the Company is advised by its legal counsel that the person to be indemnified is not guilty of gross negligence or misconduct. The foregoing right of indemnification shall not exclude other rights to which the persons to be indemnified pursuant to the Articles of Association may be entitled.

**Art. 17. Auditors.** Except where according to the Companies Act the Company's annual statutory and/or consolidated accounts must be audited by an independent auditor, the business of the Company and its financial situation, including its books and accounts, may, and shall in the cases provided by law, be reviewed by one or more statutory auditors who need not be Shareholders themselves. The Company may appoint an independent auditor, even if not required by law.

The statutory or independent auditors, if any, will be appointed by the General Meeting, which will determine the number of such auditors and the duration of their mandate. They are eligible for re-appointment.

## Chapter V. - Shareholders

**Art. 18. Powers of the Shareholders.** The Shareholder(s) shall have such powers as are vested with them pursuant to the Articles of Association and the Companies Act. The single Shareholder, if there shall be one Shareholder only, carries out the powers bestowed on the General Meeting.

Any regularly constituted General Meeting represents the entire body of Shareholders.

**Art. 19. Annual General Meeting.** An annual General Meeting shall be held at the registered office of the Company, or at such other place in the municipality of its registered office as may be specified in the notice of meeting.

**Art. 20. Other General Meetings.** If the Company is composed of several Shareholders, but has no more than 25 (twenty-five) Shareholders, resolutions of the Shareholders may be passed in writing. Written resolutions may be documented in a single document or in several separate documents having the same content and signed by the Shareholders. The quorum and majority requirements applicable to the adoption of resolutions by the General Meeting shall mutatis mutandis apply to the adoption of written resolutions.

General Meetings, including the annual General Meeting will be held at the registered office of the Company or at such other place in the Grand Duchy of Luxembourg, and may be held abroad if, in the judgement of the Managers, which is final, circumstances of force majeure so require.

**Art. 21. Notice of General Meetings.** Unless there is only a single Shareholder, the Shareholders will meet in a General Meeting upon issuance of a convening notice in compliance with the Articles of Association or the Companies Act, by the Board of Managers or the sole Manager as the case may be, subsidiarily, by the statutory auditor(s) (if any) or, more subsidiarily, by Shareholders representing more than 1/2 (half) of the share capital.

The convening notice sent to the Shareholders will specify the time and the place of the meeting as well as the agenda and the nature of the business to be transacted at the relevant General Meeting. The agenda for a General Meeting shall also, where appropriate, describe any proposed changes to the Articles of Association and, if applicable, set out the text of those changes affecting the object or form of the Company.

If all the Shareholders are present or represented at a General Meeting and if they state that they have been duly informed of the agenda of the meeting, the meeting may be held without prior notice.

**Art. 22. Attendance - Representation.** All Shareholders are entitled to attend and speak at any General Meeting.

A Shareholder may act at any General Meeting by appointing in writing, transmitted by any means of communication allowing for the transmission of a written text, another person who need not be a Shareholder himself, as a proxy holder.

**Art. 23. Vote.** At any General Meeting other than a general meeting convened for the purpose of amending the Articles of Association of the Company or voting on resolutions whose adoption is subject to the quorum and majority requirements of an amendment to the Articles of Association, resolutions shall be adopted by Shareholders representing more than 1/2 (half) of the share capital. If such majority is not reached at the first meeting (or consultation in writing), the Shareholders shall be convened (or consulted) a second time and resolutions shall be adopted, irrespective of the number of shares represented, by a simple majority of votes cast.

At any General Meeting, convened in accordance with the Articles of Association or the Companies Act, for the purpose of amending the Articles of Association of the Company or voting on resolutions whose adoption is subject to the quorum and majority requirements of an amendment to the Articles of Association, the majority requirements shall be a majority of Shareholders in number representing at least 3/4 (three quarters) of the share capital. By way of exception, the nationality of the Company can only be changed by an unanimous vote, subject to the provisions of the Companies Act.

**Art. 24. Minutes.** The minutes of the General Meeting shall be signed by the Shareholders present and may be signed by any Shareholders or proxies of Shareholders, who so request.

The resolutions adopted by the single Shareholder shall be documented in writing and signed by the single Shareholder.

Copies or extracts of the written resolutions adopted by the Shareholder(s) as well as of the minutes of the General Meeting to be produced in judicial proceedings or otherwise may be signed by the Chairman or, if none, by any 2 (two) Managers acting jointly.

## Chapter VI. Financial year, financial statements, distribution of profits

**Art. 25. Financial Year.** The Company's financial year begins on the first day of January and ends on the last day of December of each year (the Financial Year).

**Art. 26. Adoption of Financial Statements.** At the end of each Financial Year, the accounts are closed and the Manager(s) shall draw up an inventory of assets and liabilities, the balance sheet and the profit and loss account, in accordance with the Laws.

The annual statutory and/or consolidated accounts are submitted to the Shareholder(s) for approval.

Each Shareholder or its representative may peruse these financial documents at the registered office of the Company. If the Company is composed of more than 25 (twenty-five) Shareholders, such right may only be exercised within a time period of 15 (fifteen) calendar days preceding the date set for the annual General Meeting.

**Art. 27. Distribution of Profits.** From the annual net profits of the Company, at least five per cent (5%) shall each year be allocated to the reserve required by law (the Legal Reserve). That allocation to the Legal Reserve will cease to be required as soon and as long as the Legal Reserve amounts to ten per cent (10%) of the issued nominal capital of the Company.

After allocation to the Legal Reserve, the Shareholder(s) shall determine how the remainder of the annual net profits will be disposed of by allocating the whole or part of the remainder to a reserve or to a provision, by carrying it forward to the next following financial year or by distributing it, together, as the case may be, with carried forward profits, distributable reserves, share premium or capital surplus to the Shareholder(s), each share entitling to the same proportion in such distributions.

Subject to the conditions (if any) fixed by the Companies Act and in compliance with the foregoing provisions, the Manager(s) may pay out an advance payment on dividends to the Shareholders. The Manager(s) will fix the amount and the date of payment of any such advance payment.

## Chapter VII. Dissolution, liquidation

**Art. 28. Dissolution, Liquidation.** The Company may be dissolved by a resolution of the Shareholder(s) adopted by half of the Shareholders holding 3/4 (three quarters) of the share capital.

Should the Company be dissolved, the liquidation will be carried out by the Manager(s) or such other persons (who may be physical persons or legal entities) appointed by the Shareholder(s), who will determine their powers and their compensation.

After payment of all the debts of and charges of the Company, including the expenses of liquidation, the net liquidation proceeds shall be distributed to the Shareholder(s), each share entitling to the same proportion in such distributions.

### **Chapter VIII. Applicable law**

**Art. 29. Applicable Law.** All matters not governed by the Articles of Association shall be determined in accordance with the Laws, in particular the Companies Act.

#### *Subscription and payment*

The Articles having thus been established, the Subscriber hereby declares that it subscribes to twelve thousand five hundred (12,500) Shares having a nominal value of one Euro (EUR 1) each, representing the total share capital of the Company of an amount of twelve thousand five hundred Euros (EUR 12,500).

All these Shares have been fully paid up by the Sole Shareholder by means of a payment in cash, so that the amount of twelve thousand five hundred Euros (EUR 12,500) is at the free disposal of the Company.

#### *Transitory provisions*

By way of derogation of article 25 of the Articles, the Company's current financial year is to run from the date of the incorporation of the Company to 31 December 2014.

#### *Estimate of costs*

The expenses, costs, remunerations and charges in any form whatsoever, which shall be born by the Company as a result of the present deed are estimated to be approximately one thousand five hundred euro (EUR 1,500.).

#### *Resolutions of the sole shareholder*

Immediately after the incorporation of the Company, the Subscriber, represented as stated above, representing the whole of the share capital, has passed the following resolutions:

1. the number of manager is set at 1;
2. to appoint Manwin Holding S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 32, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg and registered with the Luxembourg Trade and Companies Register (Registre de Commerce et des Sociétés, Luxembourg) under the number B 158240, as sole manager of the Company for an unlimited period of time; and
3. that the address of the registered office of the Company is at 32, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing party, the present deed is worded in English, followed by a French version; at the request of the same appearing party, in case of discrepancies between the English and the French text, the English version shall prevail.

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Esch/Alzette, on the day named at the beginning of this notarial deed.

This notarial deed, having been read to the proxyholder of the Subscriber which is known to the notary, the said proxyholder of the Subscriber signed the present deed together with the notary.

### **Suit la traduction française du texte qui précède:**

L'an deux mille treize, le huitième jour du mois d'octobre.

Par-devant Maître Francis Kessler, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette, Grand Duché de Luxembourg.

#### **A COMPARU:**

Manwin RK S.à r.l., une société à responsabilité limitée, organisée selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 32, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, étant immatriculée auprès du Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro d'immatriculation B 169252 et ayant un capital social de 229.750 EUR (le Souscripteur),

représenté par Marine Baillet, juriste, ayant son adresse professionnelle au 33, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, en vertu d'un mandat accordé sous seing privé.

Ledit mandat, après avoir été signée ne varietur par le mandataire du Souscripteur et par le notaire instrumentaire, restera annexé au présent acte pour être soumis avec ce dernier aux formalités de l'enregistrement.

Le Souscripteur, représenté comme indiqué ci-dessus, a requis le notaire instrumentaire de dresser les statuts d'une société qu'il déclare constituer et qu'il a arrêté comme suit:

### **Chapitre I<sup>er</sup> . - Définitions**

Assemblées Générales désigne les assemblées générales des Associés de la Société;

Assemblée Générale désigne l'une d'entre elles;

Associés désigne toute personne détenant des Parts Sociales ou au profit de laquelle des Parts Sociales sont cédées ou émises à une date donnée (à l'exclusion de la Société) conformément aux dispositions des Statuts, et Associé désigne l'un d'entre eux;

Conseil de Gérance désigne le conseil de gérance de la Société tel que nommé de temps à autre;

Exercice Social a la signification donnée à l'article 25;

Gérants désigne tout membre du Conseil de Gérance et Gérant désigne l'un d'entre eux;

Gérant de Classe A a la signification donnée à l'article 9;

Gérant de Classe B a la signification donnée à l'article 9;

Jour Ouvrable signifie un jour (autre que samedi ou dimanche) pendant lequel les banques sont généralement ouvertes au Luxembourg;

Lois signifie les lois du Grand-Duché de Luxembourg;

Loi sur les Sociétés Commerciales signifie la loi du Luxembourg sur les sociétés commerciales en date du 10 août 1915, telle que modifiée;

Luxembourg désigne le Grand Duché de Luxembourg;

Parts Sociales signifie toutes les Parts Sociales émises à une date donnée dans le capital de la Société;

Président a la signification donnée à l'article 12;

Réserve Légale a la signification donnée à l'article 27;

Secrétaire a la signification donnée à l'article 12;

Société signifie RT Holding S.à r.l.;

Sociétés Liées a la signification donnée à l'article 3; et

Statuts signifie les statuts de la Société, tels que modifiés de temps à autre.

## **Chapitre II. - Forme, Dénomination, Siège social, Objet social, Durée**

### **Art. 1<sup>er</sup>. Forme, Dénomination.** Forme et dénomination

Il est établi une société à responsabilité limitée sous la dénomination de «RT Holding S.à r.l.» qui sera gouvernée par les Lois et particulièrement, par la Loi sur les Sociétés Commerciales, ainsi que par les Statuts.

La Société peut être composée d'un Associé unique, propriétaire de toutes les Parts Sociales, ou de plusieurs Associés, sans excéder quarante (40) Associés.

### **Art. 2. Siège social.** La Société aura son siège social établi dans la Ville du Luxembourg.

Le siège social peut être transféré à l'intérieur de cette Ville par une simple décision du(des) Gérant(s).

Les succursales ou autres bureaux peuvent être établis soit au Grand Duché de Luxembourg soit à l'étranger par une simple décision du(des) Gérant(s).

Lorsque des événements extraordinaires d'ordre politique ou économique de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée entre le siège social et l'étranger se produiront ou seront imminents, le siège social sera déclaré transféré provisoirement à l'étranger jusqu'à cessation complète des événements extraordinaires. Ce transfert provisoire n'aura toutefois aucun effet sur la nationalité de la Société. Cette déclaration de transfert du siège social sera faite et portée à la connaissance des tiers par l'organe de la Société le mieux placé pour ce faire suivant les circonstances.

### **Art. 3. Objet social.** La Société a pour objet social:

(i) d'exercer quelque commerce ou activité que ce soit et d'acquérir, entreprendre et poursuivre tout ou partie de l'activité, les biens et/ou les dettes de toute personne exploitant une activité;

(ii) d'agir comme une société holding de placement et de coordonner l'activité de toute personne morale dans lesquelles la Société est pour le moment directement ou indirectement intéressée, et d'acquérir (soit par souscription initiale, offre, achat, échange ou autrement) l'ensemble ou une partie du stock, Parts Sociales, certificats, certificats obligataires, obligations et autres titres émis ou garantis par toute personne et tout autre actif de toute nature et de le détenir en tant qu'investissement, et de le vendre, l'échanger et l'aliéner;

(iii) de vendre, louer, échanger, mettre en location et aliéner tout bien réel ou personnel et/ou tout ou partie de l'organisme de la Société, à la condition que le Conseil de Gérance estime opportun, y compris pour les Parts Sociales, certificats ou autres titres, totalement ou partiellement libérés, par toute personne, qu'elle ait ou non des objets sociaux (en tout ou en partie) similaires à ceux de la Société; de détenir des Parts Sociales, certificats et autres titres ainsi acquis; améliorer, gérer, développer, vendre, échanger, louer, hypothéquer, aliéner, accorder des options sur ceux-ci, afin de les tenir compte et de gérer tout ou partie des biens et des droits de la Société;

(iv) d'emprunter, augmenter et sécuriser le paiement de sommes d'argent de quelque manière le Conseil de Gérance estime opportun, y compris par l'émission (tant que prévue par les lois) de certificats et d'autres titres ou instruments financiers, perpétuels ou autre, convertibles ou non, perçus ou non sur tout ou partie des biens de la Société (présents et futurs) ou de son capital non libéré, et pour acheter, racheter, convertir et rembourser ces titres;



(v) d'acquérir un intérêt, regrouper, fusionner, consolider et entrer en partenariat ou dans tout accord relatif au partage des profits, l'union des intérêts, la coopération, la joint venture ou à la concession réciproque ou autrement avec toute personne, y compris les employés de la Société;

(vi) d'investir et traiter avec l'argent et les fonds de la Société de quelque manière le Conseil de Gérance estime opportun, et de prêter de l'argent et faire crédit avec ou sans garantie aux entreprises dans lesquelles la Société a un intérêt direct ou indirect, même non substantiel, ou toute société étant un associé direct ou indirect de la Société ou toute société appartenant au même groupe que la Société (dénommée ci-après Sociétés Liées et chacune d'entre elles Société Liée), aux fins du présent article 3 (ii), une société est réputée faire partie du même «groupe» que la Société si cette autre société, directement ou indirectement, détient, contrôle, est contrôlée par ou est sous contrôle commun avec, la Société, dans chaque cas de façon avantageuse ou en qualité de bénéficiaire, de tuteur ou de tout autre fiduciaire. Une entreprise est réputée contrôler une autre société si la société contrôlant détient, directement ou indirectement, la totalité ou la quasi-totalité du capital social de la société ou dispose du pouvoir de gérer ou de faire gérer la gestion ou les politiques de l'autre société, soit par la détention de titres votants, par contrat ou autrement;

(vii) de conclure une quelconque garantie ou contrat d'indemnisation ou cautionnement, et de fournir une garantie, y compris la garantie et fourniture de la garantie pour l'exécution des obligations et le paiement de toute somme (y compris le capital, le principal, les primes, les dividendes, les intérêts, les commissions, les charges, la réduction et les coûts ou dépenses relatifs soit aux Parts Sociales ou autres titres) par la Société ou toute Sociétés Liées, avec ou sans contrepartie ou avantage envers la Société (direct ou indirect), et soit par engagement personnel ou hypothèque, sûreté ou privilège sur tout ou partie de l'organisme de la Société, biens, actifs ou capital non libéré (présent et futur) ou par d'autres moyens; aux fins du présent article 3 (iii) «garantie» inclut toute obligation de payer, satisfaire, fournir des fonds pour le paiement ou la satisfaction (incluant par avance l'argent, l'achat ou la souscription de Parts Sociales ou d'autres titres et l'achat d'actifs ou de services), indemniser contre les conséquences du défaut de paiement, ou autrement être responsable de toute dette d'une autre personne;

(viii) d'acquérir tout type de droits de propriété intellectuelle et industrielle (y compris mais non limité à des brevets, noms de domaine, licences, etc.) ainsi que d'autres droits dérivés de ou complémentaires à ceux-ci, afin de d'agir directement ou indirectement et de les développer. La Société peut également vendre, transférer ou, le cas contraire, disposer de tout ou partie de ses droits de propriété intellectuelle et industrielle;

(ix) de faire tout ou partie des choses prévues aux paragraphes du présent article 3 (a) dans toute partie du monde; (b) en tant que donneur d'ordre, représentant, entrepreneur, fiduciaire ou autre; (c) soit par ou via les fiduciaires, les représentants, les sous-traitants ou autres, et (d) seul ou avec une ou plusieurs personnes; et

(x) de faire toutes les choses (y compris conclure, exécuter ou délivrer des contrats, actes, accords et arrangements avec ou en faveur de toute personne) qui sont, de l'avis du Conseil de Gérance, nécessaire ou accessoire à la réalisation de tout ou partie des objets sociaux de la Société, ou l'exercice de tout ou partie de ses pouvoirs.

**Art. 4. Durée de la Société.** La Société est constituée pour une période indéterminée.

Elle peut être dissoute, à tout moment, en vertu d'une résolution de l'Assemblée Générale, votant conformément aux règles de quorum et de majorité fixées par la Loi sur les Sociétés Commerciales ou les Statuts, selon le cas, et, éventuellement en vertu de l'article 28 des Statuts.

### Chapitre III. - Capital, Parts sociales

**Art. 5. Capital émis.** Le capital émis de la Société est fixé à douze mille cinq cent Euros (12.500 EUR) divisé en 12.500 (douze mille cinq cents) Parts Sociales ayant chacune une valeur nominale d'un Euro (1 EUR).

#### Art. 6. Parts Sociales.

##### Section 1. Parts Sociales

Chaque Part Sociale est indivisible dans la mesure où la Société est concernée.

Les copropriétaires des Parts Sociales doivent se faire représenter auprès de la Société par un représentant commun désigné ou non parmi eux.

Lorsque la Société est composée d'un Associé unique, celui-ci peut librement céder ses Parts Sociales.

Lorsque la Société est composée de plusieurs Associés, les Parts Sociales peuvent être librement cédées entre les Associés. Cependant, les cessions de Parts Sociales à des non-Associés sont soumises à l'autorisation des Associés représentant au moins les trois-quarts (3/4) du capital social.

La cession des Parts Sociales doit être constatée par un acte notarié ou par un contrat privé. Une telle cession n'est opposable à la Société et aux tiers qu'après avoir été dûment notifiée à la Société ou acceptée par la Société, en vertu de l'article 190 de la Loi sur les Sociétés Commerciales et de l'article 1690 du Code civil luxembourgeois.

La détention d'une part sociale emporte acceptation tacite des Statuts et des résolutions valablement adoptées par l'Assemblée Générale.

##### Section 2. Prime d'émission

En sus du capital social émis, un compte de prime d'émission peut être créé sur lequel seront versées les éventuelles primes d'émission payées sur les Parts Sociales en sus de leur valeur nominale. Les sommes figurant au crédit du compte



de prime d'émission peuvent être utilisées pour financer les Parts Sociales que la Société souhaiterait racheter à son ou ses Associés, pour compenser d'éventuelles pertes nettes réalisées, faire des distributions à ou aux Associés ou affecter des sommes d'argent à la Réserve Légale.

### Section 3. Capital surplus

L'Assemblée Générale est également autorisée à approuver les apports en capital sans émission de nouvelles Parts Sociales par l'intermédiaire d'un paiement en numéraire ou en nature ou sous une autre forme, selon les modalités et conditions fixées par l'Assemblée Générale, dans la limite prescrite par la Loi sur les Sociétés Commerciales et qui sont à comptabiliser dans le compte «capital surplus» de la Société. Le montant du capital surplus peut être utilisé pour prévoir le paiement de toutes les Parts Sociales que la Société pourra racheter à son ou ses Associés, pour compenser des pertes nettes réalisées, pour effectuer des distributions à ou aux Associés ou d'allouer des fonds à la Réserve Légale.

### Section 4. Partage des bénéfices

Les bénéfices que la Société peut décider de distribuer sont alloués de la manière décrite à l'article 27 au cours d'un exercice où l'Assemblée Générale décide de procéder à une distribution de dividendes.

### Section 5. Droits de vote

Chaque Part Sociale confère une voix à son détenteur pour toutes les questions sur lesquelles les Associés ont le droit de voter.

### Section 6. Rachat de Parts Sociales

La Société peut racheter ses propres Parts Sociales dans les limites énoncées dans la Loi sur les Sociétés Commerciales.

**Art. 7. Augmentation et Réduction du Capital.** Le capital émis de la Société peut être augmenté ou réduit une ou plusieurs fois par une résolution prise par le ou les Associés adoptée conformément aux règles de quorum et de majorité fixées par la Loi sur les Sociétés Commerciales ou les Statuts, ou selon le cas, éventuellement par la Loi sur les Sociétés Commerciales pour toute modification statutaire.

**Art. 8. Incapacité, Faillite ou Insolvabilité d'un Associé.** L'incapacité, la faillite, l'insolvabilité ou tout autre événement similaire affectant le ou les Associés n'entraîne pas la mise en liquidation de la Société.

## Chapitre IV. Gérants, Réviseurs

**Art. 9. Gérants.** La Société est gérée par un ou plusieurs Gérants qui ne doivent pas être Associés. Si plusieurs Gérants sont nommés, ils formeront un Conseil de Gérance.

Les Gérants seront nommés, révoqués et remplacés par une décision de ou des Associés, adoptée par les Associés détenant plus de la moitié du capital social, qui déterminera leur nombre et la durée de leur mandat. Les Gérants peuvent être réélus et révoqués à tout moment, avec ou sans motif, par une résolution de ou des Associés.

Les Gérants nommés par le ou les Associés doivent être désignés en tant que Gérant(s) de Classe A (le(s) Gérant(s) de Classe A) ou Gérant(s) de Classe B (le(s) Gérant(s) de Classe B).

Le ou les Associés ne doivent ni participer, ni interférer dans la gestion de la Société.

**Art. 10. Pouvoirs des Gérants.** Les Gérants sont investis des pouvoirs les plus étendus pour accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à l'accomplissement de l'objet social de la Société.

Tous les pouvoirs non expressément réservés par les Statuts ou par la Loi sur les Sociétés Commerciales à l'Assemblée Générale ou au(x) réviseur(s) sont de la compétence des Gérants.

**Art. 11. Délégation de Pouvoirs - Représentation de la Société.** Les Gérants peuvent déléguer des pouvoirs spéciaux ou donner procuration, ou confier des fonctions déterminées permanentes ou temporaires à des personnes ou aux comités de leur choix.

La Société sera engagée envers les tiers uniquement par la signature conjointe d'un Gérant de Classe A et d'un Gérant de Classe B.

La Société sera également engagée envers les tiers par les signatures conjointes ou la seule signature de toute personne à qui un pouvoir spécial aura été délégué par les Gérants, mais seulement dans les limites de ce pouvoir spécial.

**Art. 12. Réunions du Conseil de Gérance.** Dans l'hypothèse où un Conseil de Gérance serait formé, les règles suivantes s'appliquent:

Le Conseil de Gérance peut nommer parmi ses membres un président (le Président). Il peut également désigner un secrétaire qui n'a pas besoin d'être lui-même un Gérant et qui sera responsable de la tenue des procès-verbaux des réunions du Conseil de Gérance (le Secrétaire).

Le Conseil de Gérance se réunira sur convocation du Président ou, si aucun Président n'a été nommé, par un tout Gérant. Une réunion du Conseil de Gérance doit être convoquée si deux (2) de ses membres le requièrent.

Si un Président a été nommé, il/elle présidera toutes les réunions du Conseil de Gérance, sauf en cas d'absence ou si aucun Président n'a été nommé. Le Conseil de Gérance peut nommer un autre membre du Conseil de Gérance en tant que Président pro tempore par un vote à la majorité des Gérants présents ou représentés à cette réunion.

Sauf en cas d'urgence ou avec le consentement préalable des personnes autorisées à assister, un avis écrit de convocation aux réunions du Conseil de Gérance doit être donné par écrit au moins dans les trois (3) Jours Ouvrables et transmis par tout moyen de communication permettant la transmission d'un texte écrit. Un tel avis doit préciser la date et le lieu de la réunion ainsi que l'ordre du jour et la nature des affaires à traiter. Chaque membre du Conseil de Gérance peut renoncer à l'avis par consentement correctement consigné. Aucune convocation séparée n'est requise pour les réunions tenues aux heures et lieux indiqués dans un calendrier préalablement adopté par une résolution du Conseil de Gérance.

Les réunions du Conseil de Gérance se tiendront à Luxembourg ou à tout autre endroit que le Conseil de Gérance peut de temps à autre déterminer.

Tout Gérant pourra se faire représenter à une réunion du Conseil de Gérance en nommant par écrit, transmis par tout moyen de communication permettant la transmission d'un texte écrit, un autre Gérant comme son mandataire. Tout Gérant peut représenter un ou plusieurs membres du Conseil de Gérance.

Le quorum du Conseil de Gérance consiste en la présence ou la représentation d'au moins 1/2 ( la moitié) des Gérants en fonction, à condition qu'au moins un (1) Gérant de classe A et un (1) Gérant de Classe B soient présents.

Les décisions seront prises à la majorité des voix des Gérants présents ou représentés à cette réunion.

Un ou plusieurs Gérants peuvent participer à une réunion par conférence téléphonique, vidéoconférence ou par tout autre moyen de communication similaire permettant à plusieurs personnes y participant de communiquer simultanément entre eux. Une telle participation sera considérée comme équivalente à une présence physique à la réunion.

Une décision écrite, signée par tous les Gérants, est régulière et valide comme si elle avait été adoptée lors d'une réunion du Conseil de Gérance, dûment convoquée et tenue. Une telle décision peut être consignée dans un document unique ou dans plusieurs documents séparés signés par tous les Gérants. Ces résolutions écrites sont réputées être prises au Luxembourg.

L'article 12 n'est pas applicable si la Société est géré par un Gérant unique.

**Art. 13. Résolutions des Gérants.** Les résolutions des Gérants doivent être reportées par écrit.

Les procès-verbaux de toutes les réunions du Conseil de Gérance seront signés par les Gérants présents et/ou les mandataires des Gérants représentés. Toutes les procurations y resteront annexées.

Les résolutions du Gérant unique sont signées par le Gérant unique.

Les copies ou extraits des résolutions écrites ou procès-verbaux, qui devront être produits en justice ou ailleurs, pourront être signés par le Président ou, à défaut, par deux (2) Gérants agissant conjointement.

**Art. 14. Frais de gestion et Dépenses.** Sous réserve d'approbation par l'Assemblée Générale, les Gérants peuvent recevoir des frais de gestion au titre de l'exercice de leurs fonctions de gestion de la Société et peuvent, en outre, être remboursés pour toutes les dépenses engagées par les Gérants en relation avec la gestion de la Société ou la poursuite de l'objet social de la Société.

**Art. 15. Conflit d'intérêt.** Si l'un des Gérants de la Société a ou pourrait avoir un intérêt personnel dans une opération de la Société (autre qu'une transaction réalisée dans le cadre normal), ce Gérant devra révéler cet intérêt personnel aux autres Gérants et ne doit pas prendre part ou voter sur une telle transaction.

En cas de Gérant unique, il suffit que les transactions entre la Société et son Gérant, qui a un tel intérêt opposé soit constatées par écrit.

Aucun contrat ou autre transaction entre la Société et toute autre société ou entreprise ne sera affecté ou invalidé par le simple fait qu'un ou plusieurs des Gérants ou tout dirigeant de la Société a un intérêt personnel ou est gérant, associé, membre, Associé, dirigeant ou employé de cette autre société ou entreprise. Toute personne liée telle que décrite ci-dessus avec une société ou une entreprise avec laquelle la Société contractera ou autrement engagera une activité ne doit pas, en raison de son affiliation à cette autre société ou entreprise, être automatiquement empêchée de se prononcer, voter ou agir sur toutes les questions à l'égard de ce contrat ou d'une autre activité.

**Art. 16. Responsabilité des Gérants - Indemnisation.** Aucun Gérant ne s'engage, en raison de ses fonctions, à une obligation personnelle en relation avec les engagements pris au nom de la Société.

Les Gérants ne sont responsables que de l'exécution de leurs devoirs.

La Société doit indemniser tout membre du Conseil de Gérance, dirigeant ou employé de la Société et, si applicable, ses successeurs, héritiers, exécuteurs et administrateurs testamentaires pour les dommages et les dépenses raisonnablement contractées par lui en rapport avec toute action, tout procès ou toute procédure dans laquelle il serait impliqué en raison de ses fonctions actuelles ou antérieures de Gérant, dirigeant ou employé ou, à la requête de la Société, de toute autre société dont la Société est actionnaire ou créancière et de laquelle il n'est pas en droit d'être indemnisé, excepté en relation avec des affaires dans lesquelles il sera finalement jugé responsable de faute lourde ou de faute intentionnelle.

En cas d'accord transactionnel, l'indemnisation sera seulement due en ce qui concerne les points couverts par l'accord transactionnel et pour lesquels la Société obtient l'avis de son avocat que la personne qui doit être indemnisée n'est pas

coupable d'une faute lourde ou d'une faute intentionnelle. Ce droit d'indemnisation n'exclut pas d'autres droits desquels la personne à être indemnisée est titulaire en vertu des Statuts.

**Art. 17. Réviseurs.** Sauf conformément à la Loi sur les Sociétés Commerciales les comptes annuels statutaires et/ou consolidés de la Société doivent être vérifiés par un réviseur d'entreprise agréé, l'activité de la Société et sa situation financière, y compris ses livres et comptes peuvent, et doivent, dans les cas prévus par la loi, être examinés par un ou plusieurs commissaire(s) aux comptes qui ne doivent pas être Associés eux-mêmes. La Société peut nommer un réviseur d'entreprise agréé, même s'il n'est pas exigé par la loi.

Les commissaires aux comptes ou les réviseurs d'entreprise agréés, le cas échéant, seront nommés par l'Assemblée Générale qui déterminera le nombre de ces réviseurs et la durée de leur mandat. Ils sont éligibles pour un nouveau mandat.

## Chapitre V. - Associés

**Art. 18. Pouvoirs des Associés.** Le ou les Associés exercent les pouvoirs qui leur sont conférés conformément aux Statuts et à la Loi sur les Sociétés Commerciales. L'Associé unique, si tel est le cas, exerce les pouvoirs conférés à l'Assemblée Générale.

Toute Assemblée Générale régulièrement constituée représente l'ensemble des Associés.

**Art. 19. Assemblée Générale annuelle.** Une Assemblée Générale annuelle doit être tenue au siège social de la Société, ou à tout autre endroit de la municipalité du siège social indiqué dans l'avis de convocation.

**Art. 20. Autres Assemblées Générales.** Si la Société se compose de plusieurs Associés, mais n'a pas plus de 25 (vingt-cinq) Associés, les résolutions des Associés peuvent être adoptées par écrit. Les résolutions écrites peuvent être consignées dans un document unique ou dans plusieurs documents séparés ayant le même contenu et signés par les Associés. Les exigences de quorum et de majorité requises pour l'adoption des résolutions par l'Assemblée Générale s'appliquent mutatis mutandis à l'adoption de résolutions écrites.

Les Assemblées Générales, y compris l'Assemblée Générale annuelle se tiendra au siège social de la Société ou à tout autre endroit dans le Grand-Duché de Luxembourg, et peuvent être tenues à l'étranger si, de l'avis des Gérants, qui est ultime, des circonstances de force majeure l'exigent.

**Art. 21. Convocation à une Assemblée Générale.** Sauf en cas d'Associé unique, les Associés se réuniront en Assemblée Générale lors de l'émission d'un avis de convocation conformément aux Statuts ou à la Loi sur les Sociétés Commerciales, par le Conseil de Gérance, subsidiairement, par le(s) commissaire(s) aux comptes (le cas échéant) ou, plus subsidiairement, par les Associés représentant plus de 1/2 (la moitié) du capital social.

L'avis de convocation envoyée aux Associés indiquera l'heure et le lieu de la réunion ainsi que l'ordre du jour et la nature des affaires à traiter lors de l'Assemblée Générale concernée. L'ordre du jour d'une Assemblée Générale doit également, le cas échéant, décrire les modifications statutaires proposées et, le cas échéant, précisera le texte des changements affectant l'objet ou la forme de la Société.

Si tous les Associés sont présents ou représentés à l'Assemblée Générale et s'ils déclarent avoir été dûment informés de l'ordre du jour de la réunion, la réunion peut être tenue sans convocation préalable.

**Art. 22. Présence - Représentation.** Tous les Associés ont le droit d'assister et de prendre la parole lors d'une Assemblée Générale.

Un Associé peut agir au cours de toute Assemblée Générale en désignant par écrit, transmis par tout moyen de communication permettant la transmission d'un texte écrit, une autre personne qui n'a pas besoin d'être un Associé lui-même, en tant que mandataire.

**Art. 23. Vote.** Lors d'une Assemblée Générale autre qu'une Assemblée Générale convoquée en vue de modifier les Statuts de la Société ou de voter les résolutions dont l'adoption est soumise aux exigences de quorum et de majorité requises pour une modification des Statuts, les résolutions sont adoptées par les Associés représentant plus d'1/2 (la moitié) du capital social. Si cette majorité n'est pas atteinte lors de la première réunion (ou consultation par écrit), les Associés sont convoqués (ou consultés) une seconde fois et les résolutions sont adoptées, quel que soit le nombre de parts sociales représentées, à la majorité simple des voix exprimées.

Lors d'une Assemblée Générale, convoquée conformément aux Statuts ou à la Loi sur les Sociétés Commerciales, en vue de modifier les Statuts de la Société ou de voter les résolutions dont l'adoption est soumise aux exigences de quorum et de majorité requises pour une modification des Statuts, les exigences de majorité doivent être une majorité d'Associés représentant en nombre au moins les 3/4 (trois quarts) du capital social. Par exception, la nationalité de la Société peut être modifiée par un vote à l'unanimité, sous réserve des dispositions de la Loi sur les Sociétés Commerciales.

**Art. 24. Procès-verbaux.** Les procès-verbaux des réunions de l'Assemblée Générale sont signés par les Associés présents et peuvent être signés par tout Associé ou mandataire d'Associés, sur demande.

Les procès-verbaux adoptés par un Associé unique sont consignés par écrit et signés par l'Associé unique.

Les copies ou extraits des résolutions écrites adoptés par le ou les Associés, ainsi que les procès-verbaux de l'Assemblée Générale qui devront être produits en justice ou autre peuvent être signés par le Président, ou s'il n'y en a pas, par 2 (deux) Gérants agissant conjointement.

## **Chapitre VI. Exercice social, Comptes annuels, Distribution des bénéfices**

**Art. 25. Exercice social.** L'exercice social de la Société commence chaque année le premier jour du mois de janvier et se termine le dernier jour du mois de décembre (l'Exercice Social).

**Art. 26. Adoption des Comptes Annuels.** A la fin de chaque Exercice Social, les comptes sont arrêtés et les Gérants dressent un inventaire des actifs et des passifs, un bilan et un compte de pertes et profits, conformément aux Lois.

Les comptes annuels statutaires et/ou consolidés sont soumis à ou aux Associés pour approbation.

Chaque Associé ou son représentant peut prendre connaissance de ces documents financiers au siège social de la Société. Si la Société est composée de plus de 25 (vingt-cinq) Associés, ce droit peut être exercé seulement dans un délai de quinze (15) jours civils précédant la date fixée pour l'Assemblée Générale annuelle.

**Art. 27. Distribution des bénéfices.** Il est prélevé sur le bénéfice net annuel de la Société 5% (cinq pour cent) qui sont affectés à la réserve légale requise par la loi (la Réserve Légale). Ce prélèvement cessera d'être obligatoire lorsque la Réserve Légale aura atteint 10% (dix pour cent) du capital social de la Société, et il deviendra à nouveau obligatoire si la Réserve Légale descend en dessous du seuil de 10% (dix pour cent) du capital social de la Société.

Après allocation de la Réserve Légale, le ou les Associés détermineront comment le reliquat des profits annuels nets sera utilisé en allouant tout ou partie à une réserve ou une provision, en reportant à l'année sociale suivante ou en le distribuant, ensemble avec les profits reportés, les réserves distribuables ou la prime d'émission à ou aux Associés, chaque part sociale donnant droit à la même proportion lors de ces distributions.

Sous réserve des conditions (s'il y en a) fixées par la Loi sur les Sociétés Commerciales et conformément aux dispositions précédentes, le Conseil de Gérance peut procéder à un versement d'acomptes sur dividendes aux Associés. Le Conseil de Gérance fixera le montant et la date de paiement de ces acomptes.

## **Chapitre VII. Dissolution, Liquidation**

**Art. 28. Dissolution, Liquidation.** La Société peut être dissoute, à tout moment, par une résolution de ou des Associés adoptée par la moitié des Associés détenant 3/4 (trois quarts) du capital social.

En cas de dissolution de la Société, il sera procédé à la liquidation par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs (qui peuvent être des personnes physiques ou morales) nommés par le ou les Associés, qui détermineront leurs pouvoirs et leur rémunération.

Après le paiement de l'ensemble des dettes et charges de la Société, y compris les dépenses de la liquidation, le boni net de la liquidation sera distribué à ou aux Associés, chaque part sociale donnant droit à la même proportion lors de ces distributions.

## **Chapitre VIII. Droit applicable**

**Art. 29. Droit applicable.** Toutes les questions qui ne sont pas régies expressément par les présents Statuts seront déterminées conformément aux Lois, en particulier à la Loi sur les Sociétés Commerciales.

### *Souscription et paiement*

Les Statuts ayant été ainsi établis, le Souscripteur déclare qu'il souscrit à douze mille cinq cents (12.500) Parts Sociales ordinaires ayant une valeur nominale d'un Euro (1 EUR) chacune, représentant la totalité du capital social de la Société d'un montant de douze mille cinq cents Euros (12.500 EUR).

Toutes ces Parts Sociales ont été intégralement libérées par l'Associé unique au moyen d'un paiement en numéraire, de sorte que le montant de douze mille cinq cents Euros (12.500 EUR) est à la libre disposition de la Société.

### *Dispositions transitoires*

Par dérogation à l'article 25 des Statuts, l'exercice social actuel de la Société commence à la date de constitution de la Société et se termine le 31 décembre 2014.

### *Estimation des coûts*

Les dépenses, frais, rémunérations et charges sous quelque forme que ce soit, qui seront supportés par la Société en conséquence du présent acte sont estimés approximativement à mille cinq cents euros (EUR 1.500,-).

### *Résolutions de l'associé unique*

Immédiatement après la constitution de la Société, le Souscripteur, représenté comme indiqué ci-dessus, représentant la totalité du capital social, a pris les résolutions suivantes:

1. de fixer le nombre de gérants à 1;

2. de nommer Manwin Holding S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, ayant son siège social au 32, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg et immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B 158240 en tant que gérant unique de la Société pour une durée illimitée: et

3. de fixer le siège social et l'administration sociale de la Société au 32, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg.

Le notaire soussigné qui comprend et parle anglais, déclare que la partie comparante l'a requis de documenter le présent acte en langue anglaise, suivi d'une version française; à la requête de la même partie, et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

Dont acte, fait et passé, date des présentes, à Esch/Alzette.

Et après lecture faite au mandataire de la partie comparante, ledit mandataire de la partie comparante a signé ensemble avec le notaire le présent acte.

Signé: Baillet, Kessler.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 11 octobre 2013. Relation: EAC/2013/13296. Reçu soixante-quinze euros (75,- €).

Le Receveur (signé): Santoni A.

Pour expédition conforme délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013154387/722.

(130188792) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 novembre 2013.

---

**SCG Hotel Investments Lux S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: USD 20.000,00.**

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 164.476.

Les comptes annuels pour la période du 31 octobre 2011 (date de constitution) au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 13 novembre 2013.

Référence de publication: 2013159649/12.

(130195228) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 novembre 2013.

---

**Cognizant Technology Solutions Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 22.320,00.**

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 146.524.

*Extrait des décisions de l'associé unique de la Société adoptées le 15 novembre 2013*

L'associé unique de la Société a décidé de nommer avec effet immédiat Monsieur Jason Sabat dont l'adresse professionnelle se situe au 500, Frank W. Burr Boulevard, Teaneck, New Jersey 07666, Etats-Unis d'Amérique, en tant que gérant de classe A de la Société pour une durée indéterminée.

En conséquence de ce qui précède, en date du 15 novembre 2013, le conseil de gérance de la Société se compose comme suit:

- Steven Schwartz, gérant de classe A;
- Jason Sabat, gérant de classe A;
- Pierre Lentz, gérant de classe B;
- Philippe Ponsard, gérant de classe B; et
- Luc Hansen, gérant de classe B.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Cognizant Technology Solutions Luxembourg S.à r.l.

Un mandataire

Référence de publication: 2013159900/22.

(130196003) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 novembre 2013.

---

**Brainiact S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2551 Luxembourg, 23, avenue du Dix Septembre.

R.C.S. Luxembourg B 162.938.

L'an deux mille treize, le treize novembre

Par-devant Maître Blanche MOUTRIER, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette.

A comparu:

Monsieur Marc MULLER, né à Esch-sur-Alzette le 18 octobre 1972, demeurant professionnellement à L-2551 Luxembourg, 23, avenue du X Septembre.

Lequel comparant déclare être l'associé unique de la société à responsabilité limitée «BRAINIAC S.à r.l.», établie et ayant son siège social à L-4279 Esch-sur-Alzette, 7, rue Jean-Pierre Pierrard, société constituée aux termes d'un acte reçu par le notaire instrumentant, en date du 17 août 2011, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations n° 2407 du 7 octobre 2011, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg sous le numéro B 162938.

Ensuite le comparant, agissant en ses dites qualités, représentant l'intégralité du capital social, a pris à l'unanimité la résolution suivante:

*Résolution unique*

L'associé unique décide de transférer le siège social de la société de L-4279 Esch-sur-Alzette, 7, rue Jean-Pierre Pierrard à L-2551 Luxembourg, 23, avenue du X Septembre, et de modifier en conséquence l'article 3 des statuts pour lui donner la teneur suivante:

« **Art. 3.** Le siège social est établi à Luxembourg.

Il pourra être transféré en toute autre localité du Grand-Duché de Luxembourg en vertu d'une décision du ou des gérants qui auront tous les pouvoirs d'adapter le présent article.».

*Frais*

Les frais, dépenses, charges et rémunérations en relation avec les présentes sont tous à charge de la société.

Plus rien d'autre ne se trouvant à l'ordre du jour, le comparant a déclaré close la présente assemblée.

DONT ACTE, fait et passé à Esch-sur-Alzette, en l'étude du notaire instrumentant, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au comparant, connu du notaire par nom, prénom usuel, état et demeure, il a signé le présent procès-verbal avec le notaire.

Signé: MULLER, MOUTRIER.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 14/11/2013. Relation: EAC/2013/14775. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur ff. (signé): HALSDORF.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à des fins administratives.

Esch-sur-Alzette, le 19 novembre 2013.

Référence de publication: 2013159883/36.

(130196769) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 novembre 2013.

**PricewaterhouseCoopers, Société Coopérative.**

Siège social: L-1471 Luxembourg, 400, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 65.477.

Il résulte des décisions prises par les associés en date du 1<sup>er</sup> février 2013 que BDO Audit S.A., R.C.S. Luxembourg B147.570, cabinet de révision agréé, ayant son siège social au 2, avenue Charles de Gaulle à L-1653 Luxembourg, a été nommé réviseur d'entreprises agréé de la société.

Le conseil de gérance a constaté en date du 4 février 2013 que la fonction de commissaire aux comptes de Monsieur Pierre Krier a, en application de l'article 137 de la loi sur les sociétés commerciales modifiée du 10 août 1915, perdu son objet à cause de la nomination d'un réviseur d'entreprises agréé.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 14 novembre 2013.

Pour PricewaterhouseCoopers, Société coopérative

Valérie Piastrelli

Associée-gérante

Référence de publication: 2013160943/18.

(130197532) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 novembre 2013.



**Vittoria Invest S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1260 Luxembourg, 5, rue de Bonnevoie.  
R.C.S. Luxembourg B 181.612.

—  
**STATUTES**

In the year two thousand thirteen, on the fifth day of the month of November;

Before Us M<sup>e</sup> Carlo WERSANDT, notary residing in Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg), undersigned,

**THERE APPEARED:**

The public limited company "DACRILO S.A.", established and having its registered office in L-1260 Luxembourg, 5, rue de Bonnevoie, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Trade and Companies Registry of Luxembourg, section B, under number 152577,

duly represented by two of its directors, namely:

- Mr. Laurent TEITGEN, director, residing professionally in L-1260 Luxembourg, 5, rue de Bonnevoie, and
- Mr. Daniel GALHANO, director, residing professionally in L-1260 Luxembourg, 5, rue de Bonnevoie,

here represented by Mr. Christian DOSTERT, notary clerk, residing professionally in L-1466 Luxembourg, 12, rue Jean Engling, by virtue of a proxy given under private seal; such proxy after signature "ne varietur" by the proxy-holder and the undersigned notary, shall remain attached to the present deed to be filed at the same time.

Such appearing party, represented as said before, has requested the officiating notary to document the deed of incorporation of a public limited company ("société anonyme") which it deems to incorporate herewith and the articles of association of which are established as follows:

**I. Name - Duration - Purpose - Registered office**

**Art. 1.** There is hereby established a public limited company ("société anonyme") under the name of "VITTORIA INVEST S.A." (the "Company"), which will be governed by the present articles of association (the "Articles") as well as by the respective laws and more particularly by the modified law of 10 August 1915 on commercial companies (the "Law").

**Art. 2.** The duration of the Company is unlimited.

**Art. 3.** The Company's object is the taking of participations and interests in any form, through the purchase, exchange, development or any other manner, in other companies or enterprises, as well as the holding, management, control and development of those participations. The Company can also transfer those participations through sale, exchange or otherwise.

The Company can directly or indirectly carry out all transactions associated with real property and the rights connected thereto, including, but not limited to, the acquisition, development, sale, management and/or rental of real property.

The Company can borrow in any manner, particularly, without limitation, through the issue of convertible or non-convertible bonds or other instruments, or through bank or shareholder loans, and can grant capital, loans, advances or guarantees to or for the benefit of other companies in which the Company may or may not hold a direct or indirect interest and whether or not such companies belong to the same group or are connected with it in any manner.

The Company can take an interest, through purchase, exchange, development, or any other manner, in all financial instruments, in the broadest sense of the term, particularly in shares and other securities similar to shares, shares in companies and collective investment vehicles, bonds and other debt instruments, certificates of deposit, deposit bonds and negotiable instruments, securities conferring the right to acquire shares, bonds or other securities through subscription, purchase or exchange, financial futures and securities providing for cash settlement (excluding payment instruments), including money market instruments, all other securities representing rights of ownership, claims or real property, all instruments relating to underlying financial interests, indexes, raw materials, precious metals, commodities, metals or merchandise, to other goods or risks, debts relating to the foregoing items, whether those financial instruments are represented by a certificate or not, are transferable in bearer or registered form, endorsable, non-endorsable, and regardless of the law applicable to them.

The Company may take all required actions and enter into and/or perform any obligation in the context of any of the foregoing and in particular (but without limitation) enter into any agreement with any party or execute any document that it considers necessary or useful for the achievement and development of its purpose.

The Company may acquire through contributions, firm purchases or options, patents, service marks, trademarks licenses, know-how and other industrial, commercial or intellectual property rights and generally hold, license the right to use it, sublicense, sell or dispose of the same, into whole or in part, for such consideration as the Company may think fit, and to subcontract the management and development of those rights, trademarks and licenses and to obtain and make any registration required in this respect.

The Company can also take whatever action necessary to protect rights derived from patents, trademarks, service marks, licenses, know-how and other industrial, commercial or intellectual property rights, licenses, sublicenses and similar rights against infringement by third party.

The Company may particularly use its funds for the setting-up, the management, the development and the disposal of a portfolio consisting of any securities and patents of whatever origin, participate in the creation, the development and the control of any enterprise, acquire by way of contribution, subscription, underwriting or by option to purchase and any other way whatever, any type of securities and patents, realise them by way of sale, transfer, exchange or otherwise, have developed these securities and patents.

The Company may borrow in any form whatever.

The Company may grant to the companies of the group or to its shareholders, any support, loans, advances or guarantees, within the limits of the Law.

Within the limits of its activity, the Company can grant mortgage, contract loans, with or without guarantee, and stand security for other persons or companies, within the limits of the concerning legal dispositions.

The Company may take any measure to safeguard its rights and make any transactions whatsoever which are directly or indirectly connected with its purposes and which are liable to promote its development or extension.

The Company can generally undertake all industrial, commercial, financial, investment or real estate operations in the Grand Duchy of Luxembourg and abroad which are connected directly or indirectly in whole or in part to the corporate purpose.

The Company can achieve its objective directly or indirectly in its own name or for the account of a third party, alone or in association, undertaking all operations by nature in favour of the corporate purpose or the purpose of the companies in which it holds interests.

**Art. 4.** The registered office of the Company is established in the municipality of Luxembourg, (Grand Duchy of Luxembourg).

The registered offices of the Company may be transferred to any other place within the municipality of the registered office by a simple decision of the board of directors.

It may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a decision of the shareholders' meeting deliberating in the manner provided for amendments to the articles.

The Company may establish branches, subsidiaries, agencies or administrative offices in the Grand-Duchy of Luxembourg as well as in foreign countries by a simple decision of the board of directors.

## II. Capital - Shares

**Art. 5.** The Company has an issued capital of THIRTY-ONE THOUSAND EUROS (31,000.- EUR), divided into THIRTY-ONE THOUSAND (31,000) shares with a par value of ONE EURO (1.- EUR) each.

The share capital of the Company may be increased or reduced by a resolution of the shareholders adopted in the manner required for amendment of the Articles.

The Company may, to the extent and under terms permitted by the Law, redeem its own shares.

**Art. 6.** The shares of the Company may be in registered form or in bearer form or partly in one form or the other form, at the option of the shareholders subject to the restrictions foreseen by Law.

A register of registered shares will be kept at the registered office, where it will be available for inspection by any shareholder. This register will contain all the information required by article 39 of the Law. Ownership of registered shares will be established by inscription in the said register.

Certificates of these inscriptions shall be issued and signed by two directors or, if the Company as only one director, by this director.

The Company may issue certificates representing bearer shares. The bearer shares will bear the requirements provided for by article 41 of the Law and will be signed by two directors or, if the Company as only one director, by this director.

The signature may either be manual, in facsimile or affixed by mean of a stamp.

However, one of the signatures may be affixed by a person delegated for that purpose by the board of directors. In such a case, the signature must be manual. A certified copy of the deed delegating power for this purpose to a person who is not a member of the board of directors, must be filed in accordance with articles 9, §§ 1 and 2 of the Law.

The Company will recognize only one holder per share; in case a share is held by more than one person, the persons claiming ownership of the share will have to name a unique proxy to present the share in relation to the Company. The Company has the right to suspend the exercise of all rights attached to that share until one person has been appointed as the sole owner in relation to the Company.

## III. General meetings of Shareholders Decision of the sole Shareholder

**Art. 7.** Any regularly constituted meeting of shareholders of the Company shall represent the entire body of shareholders of the Company. It shall have the broadest powers to order, carry out or ratify acts relating to the operations of the Company.

In case the Company has only one shareholder, such shareholder exercises all the powers granted to the general meeting of shareholders.

The general meeting is convened by the board of directors. It may also be convoked by request of shareholders representing at least one tenth of the Company's share capital.

**Art. 8.** The annual general meeting of shareholders shall be held on the second Monday of the month of March at 8:45 a.m. at the registered office of the Company, or at such other place as may be specified in the notice of meeting.

If such day is a legal holiday, the annual general meeting shall be held on the next following business day.

Other meetings of shareholders may be held at such place and time as may be specified in the respective notices of meeting.

The quorum and time required by Law shall govern the notice for and conduct of the meetings of shareholders of the Company, unless otherwise provided herein.

A shareholder may act at any meeting of shareholders by appointing another person by writing, by electronic mail, by facsimile or by any other similar means of communication as his proxy.

The use of video conferencing equipment, conference call or other means of telecommunication shall be allowed and the shareholders using these technologies shall be deemed to be present and shall be authorized to vote by video, by phone or by other means of telecommunication. After deliberation, votes may also be cast in writing or by fax, telegram, telex, telephone or other means of telecommunication, provided in such latter event such vote shall be confirmed in writing. Any shareholder can also vote by correspondence, by returning a duly completed and executed form (the "form") sent by the board of directors, the sole director or any two directors, as the case may be and containing the following mentions in English and French:

- j) the name and address of the shareholder;
- k) the number of shares he owns;
- l) each resolution upon which a vote is required;
- m) a statement whereby the shareholder acknowledges having been informed of the resolution(s) upon which a vote is required;
- n) a box for each resolution to be considered;
- o) an invitation to tick the box corresponding to the resolutions that the shareholder wants to approve, reject or refrain from voting;
- p) a mention of the place and date of execution of the form;
- q) the signature of the form and a mention of the identity of the authorized signatory as the case may be; and
- r) the following statement: "In case of lack of indication of vote and no box is ticked, the form is void". The indication of contradictory votes regarding a resolution will be assimilated to a lack of indication of vote. The form can be validly used for successive meetings convened on the same day. Votes by correspondence are taken into account only if the form is received by the Company at least two days before the meeting. A shareholder cannot send to the Company a proxy and the form for the same meeting. However, should those two documents be received by the Company, only the vote expressed in the form will be taken into account.

Except as otherwise required by Law, resolutions at a meeting of shareholders duly convened will be passed by a simple majority of those present or represented.

The board of directors may determine all other conditions that must be fulfilled by shareholders for them to take part in any meeting of shareholders.

If all of the shareholders are present or represented at a meeting of shareholders, and if they state that they have been informed of the agenda of the meeting the meeting may be held without prior notice or publication.

Decision taken in a general meeting of shareholders must be recorded in minutes signed by the members of the board (bureau) and by the shareholders requesting to sign. In case of a sole shareholder, these decisions are recorded in minutes.

#### IV. Board of directors

**Art. 9.** The Company shall be managed by a board of directors composed of three (3) members at least who need not be shareholders of the Company.

However, in case the Company is incorporated by a sole shareholder or that it is acknowledged in a general meeting of shareholders that the Company has only one shareholder left, the composition of the board of director may be limited to one (1) member only until the next ordinary general meeting acknowledging that there is more than one shareholders in the Company.

The directors shall be elected by the shareholders at their annual general meeting which shall determine their number, remuneration and term of office. The term of the office of a director may not exceed six (6) years and the directors shall hold office until their successors are elected.

The directors are elected by a simple majority vote of the shares present or represented.

Any director may be removed with or without cause by the general meeting of shareholders.

In the event of a vacancy in the office of a director because of death, retirement or otherwise, this vacancy may be filled out on a temporary basis until the next meeting of shareholders, by observing the applicable legal prescriptions.

**Art. 10.** The board of directors shall choose from among its members a chairman, and may choose from among its members a vice-chairman. It may also choose a secretary, who need not be a director, who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the board of directors and of the shareholders.

The board of directors shall meet upon call by the chairman, or two directors, at the place indicated in the notice of meeting.

The chairman shall preside at all meeting of shareholders and of the board of directors, but in his absence, the shareholders or the board of directors may appoint another director as chairman pro tempore by vote of the majority present at any such meeting.

Written notice of any meeting of the board of directors must be given to directors twenty-four hours at least in advance of the date foreseen for the meeting, except in case of emergency, in which case the nature and the motives of the emergency shall be mentioned in the notice. This notice may be omitted in case of assent of each director in writing, by electronic mail, by facsimile or by any other similar means of communication. A special convocation will not be required for a board meeting to be held at a time and location determined in a prior resolution adopted by the board of directors.

Any director may act at any meeting of the board of directors by appointing in writing, by electronic mail, by facsimile or by any other similar means of communication another director as his proxy.

A director may represent more than one of his colleagues.

Any director may participate in any meeting of the board of directors by way of videoconference or by any other similar means of communication allowing their identification.

These means of communication must comply with technical characteristics guaranteeing the effective participation to the meeting, which deliberation must be broadcasted uninterruptedly. The participation in a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting. The meeting held by such means of communication is reputed held at the registered office of the Company.

The board of directors can deliberate or act validly only if at least half of the directors are present or represented at a meeting of the board of directors.

Decisions shall be taken by a majority of votes of the directors present or represented at such meeting. In case of tie, the chairman of the board of directors shall have a casting vote.

The board of directors may, unanimously, pass resolutions by circular means when expressing its approval in writing, by electronic mail, by facsimile or any other similar means of communication, to be confirmed in writing, the entirety will form the minutes giving evidence of the resolution.

**Art. 11.** The minutes of any meeting of the board of directors shall be signed by the chairman or, in his absence, by the vice-chairman, or by two directors. Copies or extracts of such minutes which may be produced in judicial proceedings or otherwise shall be signed by the chairman, or by two directors. In case the board of directors is composed of one director only, the sole director shall sign these documents.

**Art. 12.** The board of directors is vested with the broadest powers to perform all acts of administration and disposition in the Company's interests.

All powers not expressly reserved by Law or by these Articles to the general meeting of shareholders fall within the competence of the board of directors.

In case the Company has only one director, such director exercises all the powers granted to the board of directors.

According to article 60 of the Law, the daily management of the Company as well as the representation of the Company in relation with this management may be delegated to one or more directors, officers, managers or other agents, associate or not, acting alone or jointly. Their nomination, revocation and powers shall be settled by a resolution of the board of directors. The delegation to a member of the board of directors shall entail the obligation for the board of directors to report each year to the ordinary general meeting on the salary, fees and any advantages granted to the delegate.

The Company may also grant special powers by authentic proxy or power of attorney by private instrument.

**Art. 13.** The Company will be bound (i) by the joint signature of any two (2) directors, (ii) by the individual signature of the managing director or (iii) by the sole signature of any persons to whom such signatory power shall be delegated by the board of directors.

In case the board of directors is composed of one (1) member only, the Company will be validly bound, in any circumstances and without restrictions, by the individual signature of the sole director.

## V. Supervision of the company

**Art. 14.** The operations of the Company shall be supervised by one (1) or several statutory auditors, which may be shareholders or not.

The general meeting of shareholders shall appoint the statutory auditors, and shall determine their number, remuneration and term of office which may not exceed six (6) years.

## VI. Accounting year, Balance

**Art. 15.** The accounting year of the Company shall begin on 1<sup>st</sup> of January of each year and shall terminate on 31<sup>st</sup> of December of the same year.

**Art. 16.** From the annual net profits of the Company, five per cent (5%) shall be allocated to the reserve required by Law. That allocation will cease to be required as soon and as long as such reserve amounts to ten per cent (10%) of the subscribed capital of the Company.

Upon recommendation of the board of directors, the general meeting of shareholders determines how the remainder of the annual net profits will be disposed of.

It may decide to allocate the whole or part of the remainder to a reserve or to a provision reserve, to carry it forward to the next following financial year or to distribute it to the shareholders as dividend.

Subject to the conditions fixed by Law, the board of directors may pay out an advance payment on dividends. The board fixes the amount and the date of payment of any such advance payment.

Dividends may also be paid out of inappropriate net profit brought forward from prior years. Dividends shall be paid in Euros or by free allotment of shares of the Company or otherwise in specie as the directors may determine, and may be paid at such times as may be determined by the board of directors.

Payment of dividends shall be made to holders of shares at their addresses in the register of shareholders. No interest shall be due against the Company on dividends declared but unclaimed.

## VII. Liquidation

**Art. 17.** In the event of dissolution of the Company, liquidation shall be carried out by one or several liquidators (who may be physical persons or legal entities) appointed by the meeting of shareholders effecting such dissolution and which shall determine their powers and their compensation.

## VIII. Amendment of the articles of incorporation

**Art. 18.** The Articles may be amended by a resolution of the general meeting of shareholders adopted in the conditions of quorum and majority foreseen in article 67-1 of the Law.

## IX. Final clause - Applicable law

**Art. 19.** All matters not governed by the present Articles shall be determined in accordance with the Law.

### *Transitory dispositions*

1. The first financial year runs from the date of incorporation and ends on the 31<sup>st</sup> of December 2013.
2. The first ordinary general meeting will be held in the year 2014.
3. Exceptionally, the first chairman and the first delegate of the board of directors may be nominated by a passing of a resolution of the sole shareholder.

### *Subscription and Payment*

The Articles of the Company thus having been established, the thirty-one thousand (31,000) shares have been subscribed by the sole shareholder. All the shares have been paid up to the extent of twenty-five per cent (25%) by payment in cash, so that the amount of SEVEN THOUSAND SEVEN HUNDRED and FIFTY EUROS (7,750.- EUR) is now available to the Company, evidence thereof having been given to the notary.

### *Declaration*

The undersigned notary herewith declares having verified the existence of the conditions enumerated in article 26 of the law of August 10, 1915, on commercial companies and expressly states that they have been fulfilled.

### *Extraordinary general meeting*

### *Decisions taken by the sole Shareholder*

The aforementioned appearing party, representing the whole of the subscribed share capital, has adopted the following resolutions as sole shareholder:

1. The registered office is established at 5, rue de Bonnevoie, L-1260 Luxembourg.
2. The number of directors is fixed at three (3) and that of the statutory auditors at one (1).
3. The following persons are appointed as directors:
  - a) Mr. Daniel GALHANO, born on July 13<sup>th</sup>, 1976, in Moyeuvre-Grande (France), residing professionally at 5, rue de Bonnevoie, L-1260 Luxembourg;
  - b) Mr. Laurent TEITGEN, born on January 5<sup>th</sup>, 1979, in Thionville (France), residing professionally at 5, rue de Bonnevoie, L-1260 Luxembourg; and

c) The public limited company "Capital OPPORTUNITY S.A", established and having its registered office in L-1260 Luxembourg, 5, rue de Bonnevoie, registered with the Trade and Companies Registry of Luxembourg, section B, under number 149718.

4. In accordance with article 51bis of the modified law of August 10, 1915 on commercial companies, Mr. Laurent TEITGEN, prenamed, is appointed as permanent representative of the director named under c).

5. The public limited company "Revisora S.A.", established and having its registered office in L-1930 Luxembourg, 60, Avenue de la Liberté, registered with the Trade and Companies' Registry of Luxembourg, section B, under the number 145505, is appointed as statutory auditor of the Company.

6. Following the faculty offered by point 3) of the transitory dispositions, Mr. Daniel GALHANO, above named, is appointed as chairman of the board of directors.

7. The mandates of the directors and the statutory auditor will expire at the general annual meeting in the year 2018.

#### Costs

The aggregate amount of the costs, expenditures, remunerations or expenses, in any form whatsoever, which the Company incurs or for which it is liable by reason of the present deed, is evaluated at approximately one thousand and thirty Euros.

#### Statement

The undersigned notary, who understands and speaks English and French, states herewith that, on request of the above appearing party, the present deed is worded in English followed by a French version; on request of the same appearing party, and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will prevail.

WHEREOF the present deed was drawn up in Luxembourg, at the date indicated at the beginning of the document.

After reading the present deed to the proxy-holder of the appearing party, known to the notary by their name, first name, civil status and residence, the said proxy-holder has signed with Us, the notary, the present deed.

#### Suit la version française du texte qui précède:

L'an deux mille treize, le cinquième jour du mois de novembre;

Pardevant Nous Maître Carlo WERSANDT, notaire de résidence à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg), soussigné;

#### A COMPARU:

La société anonyme "DACRILO S.A.", établie et ayant son siège social à L-1260 Luxembourg, 5, rue de Bonnevoie, Grand Duchy of Luxembourg, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B, sous le numéro 152577,

dûment représentée par deux de ses administrateurs, savoir:

- Monsieur Laurent TEITGEN, administrateur, demeurant professionnellement à L-1260 Luxembourg, 5, rue de Bonnevoie, et

- Monsieur Daniel GALHANO, administrateur, demeurant professionnellement à L-1260 Luxembourg, 5, rue de Bonnevoie,

ici représentés par Monsieur Christian DOSTERT, clerc de notaire, demeurant professionnellement au L-1466 Luxembourg, 12, rue Jean Engling, en vertu d'une procuration sous seing privé lui délivrée; laquelle procuration, après avoir été signée "ne varietur" par le mandataire et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Laquelle partie comparante, représentée comme dit ci-avant, a requis le notaire instrumentant de documenter l'acte de constitution d'une société anonyme qu'elle déclare constituer par les présentes et dont les statuts sont établis comme suit:

#### I. Nom - Durée - Objet - Siège social

**Art. 1<sup>er</sup>.** Il est formé par les présentes une société anonyme sous la dénomination de "VITTORIA INVEST S.A." (la "Société"), laquelle sera régie par les présents statuts (les "Statuts") ainsi que par les lois respectives et plus particulièrement par la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales (la "Loi").

**Art. 2.** La durée la de Société est illimitée.

**Art. 3.** La Société a pour objet la prise de participations et d'intérêts sous quelque forme que ce soit, par achat, échange, mise en valeur ou de toute autre manière, dans d'autres entreprises et sociétés ainsi que la détention, la gestion, le contrôle et la mise en valeur de ces participations. La Société peut également procéder au transfert de ces participations par voie de vente, échange ou autrement.

La Société peut réaliser directement ou indirectement toutes opérations liées à des biens immobiliers et des droits y attachés, y compris mais ne se limitant pas à l'acquisition, le développement, la vente, la gestion et/ou la location de biens immobiliers.



La Société peut emprunter sous toute forme notamment par voie d'émission d'obligations et d'autres titres de créance et/ou de titres de capital, convertibles ou non, de prêt bancaire ou de compte courant associé, et accorder à ou au profit d'autres sociétés dans lesquelles la Société détient ou non un intérêt direct ou indirect, appartenant au même groupe ou liées d'une manière ou d'une autre, tous concours, prêts, avances ou garanties.

La Société pourra s'intéresser, par achat, échange, mise en valeur ou de toute autre manière à tous les instruments financiers dans l'acception la plus large du terme, et notamment toutes les valeurs mobilières et autres titres, notamment les actions et les autres titres assimilables à des actions, les parts de sociétés et d'organismes de placement collectif, les obligations et les autres titres de créance, les certificats de dépôt, bons de caisse et les effets de commerce, les titres conférant le droit d'acquérir des actions, obligations ou autres titres par voie de souscription, d'achat ou d'échange, les instruments financiers à terme et les titres donnant lieu à un règlement en espèces (à l'exclusion des instruments de paiement), y compris les instruments du marché monétaire; tous autres titres représentatifs de droits de propriété, de créances ou de valeurs mobilières; tous les instruments relatifs à des sous-jacents financiers, à des indices, à des matières premières, à des matières précieuses, à des denrées, métaux ou marchandises, à d'autres biens ou risques, les créances relatives aux différents éléments ci-avant énumérés ou les droits sur ou relatifs à ces différents éléments, que ces instruments financiers soient matérialisés ou dématérialisés, transmissibles par inscription en compte ou tradition, au porteur ou nominatifs, endossables ou non-endossables et quel que soit le droit qui leur est applicable.

La Société peut prendre toute mesure requise et conclure et/ou exécuter toute obligation dans le cadre de tout ce qui précède et en particulier (mais sans limitation) conclure toute convention avec toute autre partie ou signer tout document qu'elle considère nécessaire ou utile pour la réalisation et le développement de son objet.

La Société pourra acquérir par voie de participation, de prise ferme ou d'option d'achat, tous brevets, marques, licences, marques de service, savoir-faire, ainsi que tous autres droits industriels, commerciaux ou de propriété intellectuelle, et plus généralement les détenir et accorder des licences, sous-licences, les vendre ou en disposer, en tout ou partie, aux conditions que la Société jugera appropriées et sous-traiter la gestion et le développement de ces droits, marques, brevets et licences et obtenir et faire tous enregistrements requis à cet effet.

La Société pourra également prendre toute action nécessaire pour protéger les droits afférant aux brevets, marques, licences, marques de service, savoir-faire, et autres droits industriels, commerciaux ou de propriété intellectuelle, aux sous-licences et droits similaires contre les violations des tiers.

La Société pourra notamment employer ses fonds à la création, à la gestion, au développement, à la mise en valeur et à la liquidation d'un portefeuille se composant de tous titres et brevets de toute origine, participer à la création, au développement et au contrôle de toute entreprise, acquérir par voie d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat et de toute autre manière, tous titres et brevets, les réaliser par voie de vente, de cession, d'échange ou autrement, faire mettre en valeur ces affaires et brevets.

La Société pourra emprunter sous quelque forme que ce soit. La Société pourra, dans les limites fixées par la Loi, accorder à toute société du groupe ou à tout actionnaire tous concours, prêts, avances ou garanties.

Dans le cadre de son activité, la Société pourra accorder hypothèque, emprunter avec ou sans garantie ou se porter caution pour d'autres personnes morales et physiques, sous réserve des dispositions légales afférentes.

La Société prendra toutes les mesures pour sauvegarder ses droits et fera toutes opérations généralement quelconques, qui se rattachent directement ou indirectement à son objet ou qui le favorisent et qui sont susceptibles de promouvoir son développement ou extension.

La Société pourra généralement faire toutes opérations industrielles, commerciales, financières, mobilières ou immobilières au Grand-Duché de Luxembourg et à l'étranger qui se rattachent directement ou indirectement, en tout ou en partie, à son objet social.

La Société pourra réaliser son objet directement ou indirectement en nom propre ou pour compte de tiers, seule ou en association en effectuant toute opération de nature à favoriser ledit objet ou celui des sociétés dans lesquelles elle détient des intérêts.

**Art. 4.** Le siège social est établi dans la commune de Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg).

Le siège social de la Société pourra être transféré à tout autre endroit dans la commune du siège social par une simple décision du conseil d'administration.

Il peut-être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par décision de l'assemblée des actionnaires délibérant comme en matière de modification des statuts.

Par simple décision du conseil d'administration, la Société pourra établir des filiales, succursales, agences ou sièges administratifs aussi bien dans le Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

## **II. Capital social - Actions**

**Art. 5.** La Société a un capital émis de TRENTE et UN MILLE EUROS (31.000,- EUR), divisé en TRENTE et UN MILLE (31.000) actions avec une valeur nominale de UN EURO (1,- EUR) chacune.

Le capital social peut être augmenté ou réduit par décision de l'assemblée générale des actionnaires statuant comme en matière de modification des Statuts.

La Société peut, aux conditions et aux termes prévus par la Loi racheter ses propres actions.

**Art. 6.** Les actions de la Société sont nominatives ou au porteur ou pour partie nominatives et pour partie au porteur au choix des actionnaires, sauf dispositions contraires de la Loi.

Il est tenu au siège social un registre des actions nominatives, dont tout actionnaire pourra prendre connaissance. Ce registre contiendra les indications prévues à l'article 39 de la Loi. La propriété des actions nominatives s'établit par une inscription sur ledit registre.

Des certificats constatant ces inscriptions au registre seront délivrés, signés par deux administrateurs ou, si la Société n'a qu'un seul administrateur, par cet administrateur.

La Société pourra émettre des certificats représentatifs d'actions au porteur. Les actions au porteur porteront les indications prévues par l'article 41 de la Loi et seront signées par deux (2) administrateurs ou, si la Société n'a qu'un seul administrateur, par cet administrateur.

La signature peut être soit manuscrite, soit imprimée, soit apposée au moyen d'une griffe.

Toutefois l'une des signatures peut être apposée par une personne déléguée à cet effet par le conseil d'administration. En ce cas, elle doit être manuscrite.

Une copie certifiée conforme de l'acte conférant à cet effet délégation à une personne ne faisant pas partie du conseil d'administration, sera déposée préalablement conformément à l'article 9, §§ 1 et 2 de la Loi.

La Société ne reconnaît qu'un propriétaire par action; si la propriété de l'action est indivise, démembrée ou litigieuse, les personnes invoquant un droit sur l'action devront désigner un mandataire unique pour présenter l'action à l'égard de la Société. La Société aura le droit de suspendre l'exercice de tous les droits y attachés jusqu'à ce qu'une seule personne ait été désignée comme étant à son égard propriétaire.

### **III. Assemblées générales des actionnaires**

#### **Décisions de l'actionnaire unique**

**Art. 7.** L'assemblée des actionnaires de la Société régulièrement constituée représentera tous les actionnaires de la Société. Elle aura les pouvoirs les plus larges pour ordonner, faire ou ratifier tous les actes relatifs aux opérations de la Société.

Lorsque la Société compte un actionnaire unique, il exerce les pouvoirs dévolus à l'assemblée générale.

L'assemblée générale est convoquée par le conseil d'administration. Elle peut l'être également sur demande d'actionnaires représentant un dixième au moins du capital social.

**Art. 8.** L'assemblée générale annuelle des actionnaires se tiendra le deuxième lundi du mois de mars à 8.45 heures au siège social de la Société ou à tout autre endroit qui sera fixé dans l'avis de convocation.

Si ce jour est un jour férié légal, l'assemblée générale annuelle se tiendra le premier jour ouvrable qui suit.

D'autres assemblées des actionnaires pourront se tenir aux heures et lieu spécifiés dans les avis de convocation.

Les quorum et délais requis par la Loi régleront les avis de convocation et la conduite des assemblées des actionnaires de la Société, dans la mesure où il n'est pas autrement disposé dans les présents Statuts.

Tout actionnaire pourra prendre part aux assemblées des actionnaires en désignant par écrit, par courrier électronique, par télécopie ou par tout autre moyen de communication similaire une autre personne comme son mandataire.

L'utilisation d'équipement pour conférences vidéo, conférences téléphoniques ou tout autre moyen de télécommunication est autorisée et les actionnaires utilisant ces technologies seront présumés être présents et seront autorisés à voter par vidéo, par téléphone ou par tout autre moyen de télécommunication. Après délibération, les votes pourront aussi être exprimés par écrit ou par télécopie, télégramme, télex, téléphone ou tout autre moyen de télécommunication, étant entendu que dans ce dernier cas le vote devra être confirmé par écrit. Tout actionnaire peut aussi voter par correspondance, en retournant un formulaire dûment complété et signé (le "formulaire") envoyé par le conseil d'administration, l'administrateur unique ou deux administrateurs, suivant le cas et contenant les mentions suivantes en langue anglaise et française:

- a) le nom et l'adresse de l'actionnaire;
- b) le nombre d'actions qu'il détient;
- c) chaque résolution sur laquelle un vote est requis;
- d) une déclaration par laquelle l'actionnaire reconnaît avoir été informé de la/des résolution(s) pour lesquelles un vote est requis;
- e) une case pour chaque résolution à considérer;
- f) une invitation à cocher la case correspondant aux résolutions que l'actionnaire veut approuver, rejeter ou s'abstenir de voter;
- g) une mention de l'endroit et de la date de signature du formulaire;
- h) la signature du formulaire et une mention de l'identité du signataire autorisé selon le cas; et
- i) la déclaration suivante: "A défaut d'indication de vote et si aucune case n'est cochée, le formulaire est nul. "L'indication de votes contradictoires au regard d'une résolution sera assimilée à une absence d'indication de vote. Le formulaire peut être utilisé pour des assemblées successives convoquées le même jour. Les votes par correspondance ne sont pris en

compte que si le formulaire parvient à la Société deux jours au moins avant la réunion de l'assemblée. Un actionnaire ne peut pas adresser à la Société à la fois une procuration et le formulaire. Toutefois, si ces deux documents parvenaient à la Société, le vote exprimé dans le formulaire primera.

Dans la mesure où il n'en est pas autrement disposé par la Loi ou les Statuts, les décisions d'une assemblée des actionnaires dûment convoquée sont prises à la majorité simple des votes des actionnaires présents ou représentés.

Le conseil d'administration peut déterminer toutes autres conditions à remplir par les actionnaires pour prendre part à toute assemblée des actionnaires.

Si tous les actionnaires sont présents ou représentés lors d'une assemblée des actionnaires, et s'ils déclarent connaître l'ordre du jour, l'assemblée pourra se tenir sans avis de convocation préalables.

Les décisions prises lors de l'assemblée sont consignées dans un procès-verbal signé par les membres du bureau et par les actionnaires qui le demandent. Si la Société compte un actionnaire unique, ses décisions sont également écrites dans un procès-verbal.

#### IV. Conseil d'administration

**Art. 9.** La Société sera administrée par un conseil d'administration composé de trois membres au moins, qui n'ont pas besoin d'être actionnaires de la Société.

Toutefois, lorsque la Société est constituée par un actionnaire unique ou que, à une assemblée générale des actionnaires, il est constaté que celle-ci n'a plus qu'un actionnaire unique, la composition du conseil d'administration peut être limitée à un (1) membre jusqu'à l'assemblée générale ordinaire suivant la constatation de l'existence de plus d'un actionnaire.

Les administrateurs seront élus par l'assemblée générale des actionnaires qui fixe leur nombre, leurs émoluments et la durée de leur mandat. Les administrateurs sont élus pour un terme qui n'excédera pas six (6) ans, jusqu'à ce que leurs successeurs soient élus.

Les administrateurs seront élus à la majorité des votes des actionnaires présents ou représentés.

Tout administrateur pourra être révoqué avec ou sans motif à tout moment par décision de l'assemblée générale des actionnaires.

Au cas où le poste d'un administrateur devient vacant à la suite de décès, de démission ou autrement, cette vacance peut être temporairement comblée jusqu'à la prochaine assemblée générale, aux conditions prévues par la Loi.

**Art. 10.** Le conseil d'administration devra choisir en son sein un président et pourra également choisir parmi ses membres un vice-président. Il pourra également choisir un secrétaire qui n'a pas besoin d'être administrateur et qui sera en charge de la tenue des procès-verbaux des réunions du conseil d'administration et des assemblées générales des actionnaires.

Le conseil d'administration se réunira sur la convocation du président ou de deux administrateurs, au lieu indiqué dans l'avis de convocation.

Le président présidera toutes les assemblées générales des actionnaires et les réunions du conseil d'administration; en son absence l'assemblée générale ou le conseil d'administration pourra désigner à la majorité des personnes présentes à cette assemblée ou réunion un autre administrateur pour assumer la présidence pro tempore de ces assemblées ou réunions.

Avis écrit de toute réunion du conseil d'administration sera donné à tous les administrateurs au moins vingt-quatre heures avant la date prévue pour la réunion, sauf s'il y a urgence, auquel cas la nature et les motifs de cette urgence seront mentionnés dans l'avis de convocation. Il pourra être passé outre à cette convocation à la suite de l'assentiment de chaque administrateur par écrit, par courrier électronique, par télécopie ou par tout autre moyen de communication similaire. Une convocation spéciale ne sera pas requise pour une réunion du conseil d'administration se tenant à une heure et un endroit déterminés dans une résolution préalablement adoptée par le conseil d'administration.

Tout administrateur pourra se faire représenter à toute réunion du conseil d'administration en désignant par écrit, par courrier électronique, par télécopie ou par tout autre moyen de communication similaire un autre administrateur comme son mandataire.

Un administrateur peut représenter plusieurs de ses collègues.

Tout administrateur peut participer à une réunion du conseil d'administration par visioconférence ou par des moyens de télécommunication permettant son identification.

Ces moyens doivent satisfaire à des caractéristiques techniques garantissant une participation effective à la réunion du conseil dont les délibérations sont retransmises de façon continue. La participation à une réunion par ces moyens équivaut à une présence en personne à une telle réunion. La réunion tenue par de tels moyens de communication à distance est réputée se tenir au siège de la Société.

Le conseil d'administration ne pourra délibérer ou agir valablement que si la moitié au moins des administrateurs est présente ou représentée à la réunion du conseil d'administration.

Les décisions sont prises à la majorité des voix des administrateurs présents ou représentés à cette réunion. En cas de partage des voix, le président du conseil d'administration aura une voix prépondérante.

Le conseil d'administration pourra, à l'unanimité, prendre des résolutions par voie circulaire en exprimant son approbation par écrit, par courrier électronique, par télécopie ou par tout autre moyen de communication similaire, à confirmer le cas échéant par courrier, le tout ensemble constituant le procès-verbal faisant preuve de la décision intervenue.

**Art. 11.** Les procès-verbaux de toutes les réunions du conseil d'administration seront signés par le président ou, en son absence, par le vice-président, ou par deux administrateurs. Les copies ou extraits des procès-verbaux destinés à servir en justice ou ailleurs seront signés par le président ou par deux administrateurs. Lorsque le conseil d'administration est composé d'un seul membre, ce dernier signera.

**Art. 12.** Le conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus larges de passer tous actes d'administration et de disposition dans l'intérêt de la Société.

Tous pouvoirs que la Loi ou ces Statuts ne réservent pas expressément à l'assemblée générale des actionnaires sont de la compétence du conseil d'administration.

Lorsque la Société compte un seul administrateur, il exerce les pouvoirs dévolus au conseil d'administration.

La gestion journalière de la Société ainsi que la représentation de la Société en ce qui concerne cette gestion pourront, conformément à l'article 60 de la Loi, être déléguées à un ou plusieurs administrateurs, directeurs, gérants et autres agents, associés ou non, agissant seuls ou conjointement. Leur nomination, leur révocation et leurs attributions seront réglées par une décision du conseil d'administration. La délégation à un membre du conseil d'administration impose au conseil l'obligation de rendre annuellement compte à l'assemblée générale ordinaire des traitements, émoluments et avantages quelconques alloués au délégué.

La Société peut également conférer tous mandats spéciaux par procuration authentique ou sous seing privé.

**Art. 13.** La Société sera engagée (i) par la signature collective de deux (2) administrateurs, (ii) par la signature individuelle de l'administrateur-délégué ou (iii) par la seule signature de toute(s) personne(s) à laquelle (auxquelles) pareils pouvoirs de signature auront été délégués par le conseil d'administration.

Lorsque le conseil d'administration est composé d'un (1) seul membre, la Société sera valablement engagée, en toutes circonstances et sans restrictions, par la signature individuelle de l'administrateur unique.

## V. Surveillance de la société

**Art. 14.** Les opérations de la Société seront surveillées par un (1) ou plusieurs commissaires aux comptes qui n'ont pas besoin d'être actionnaire.

L'assemblée générale des actionnaires désignera les commissaires aux comptes et déterminera leur nombre, leurs rémunérations et la durée de leurs fonctions qui ne pourra excéder six (6) années.

## VI. Exercice social - Bilan

**Art. 15.** L'exercice social commencera le premier janvier de chaque année et se terminera le trente et un décembre de la même année.

**Art. 16.** Sur les bénéfices nets de la Société, il sera prélevé cinq pour cent (5%) pour la formation d'un fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque et aussi longtemps que la réserve légale atteindra dix pour cent (10%) du capital social.

Sur recommandation du conseil d'administration l'assemblée générale des actionnaires décide de l'affectation du solde des bénéfices annuels nets. Elle peut décider de verser la totalité ou une part du solde à un compte de réserve ou de provision, de le reporter à nouveau ou de le distribuer aux actionnaires comme dividendes.

Le conseil d'administration peut procéder à un versement d'acomptes sur dividendes dans les conditions fixées par la Loi. Il déterminera le montant ainsi que la date de paiement de ces acomptes.

Des dividendes peuvent également être payés sur bénéfices reportés d'exercices antérieurs. Les dividendes seront payés en euros ou par distribution gratuite d'actions de la Société ou autrement en nature selon la libre appréciation des administrateurs, et peuvent être distribués à tout moment à déterminer par le conseil d'administration.

Le paiement de dividendes sera fait aux actionnaires à l'adresse indiquée dans le registre des actions. Aucun intérêt ne sera dû par la Société sur dividendes distribués mais non revendiqués.

## VII. Liquidation

**Art. 17.** En cas de dissolution de la Société, il sera procédé à la liquidation par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs (qui peuvent être des personnes physiques ou morales) nommés par l'assemblée générale des actionnaires qui déterminera leurs pouvoirs et leurs rémunérations.

## VIII. Modification des statuts

**Art. 18.** Les Statuts pourront être modifiés par une assemblée générale des actionnaires statuant aux conditions de quorum et de majorité prévues par l'article 67-1 de la Loi.

## IX. Dispositions finales - Loi applicable

**Art. 19.** Pour toutes les matières qui ne sont pas régies par les présents Statuts, les parties se réfèrent aux dispositions de la Loi.

### *Dispositions transitoires*

1. Le premier exercice social commence le jour de la constitution et se termine le 31 décembre 2013.
2. La première assemblée générale ordinaire se tiendra en 2014.
3. Exceptionnellement, le premier président et le premier délégué du conseil d'administration peuvent être nommés par une résolution de l'actionnaire unique.

### *Souscription et Libération*

Les Statuts de la Société ayant été ainsi arrêtés, les trente et un mille (31.000) actions ont été souscrites par l'actionnaire unique. Toutes les actions ont été libérées à hauteur de vingt-cinq pour cent (25%), de sorte que la somme de SEPT MILLE SEPT CENT CINQUANTE EUROS (7.750,- EUR) se trouve dès à présent à la libre disposition de la société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire.

### *Déclaration*

Le notaire instrumentaire déclare avoir vérifié l'existence des conditions énumérées à l'article 26 de la loi de 1915, telle que modifiée, et en confirme expressément l'accomplissement.

### *Assemblée générale des actionnaires Décisions prises par l'actionnaire unique*

La partie comparante pré-mentionnée, représentant l'intégralité du capital social souscrit, a pris les résolutions suivantes en tant qu'actionnaire unique:

1. Le siège social de la Société est établi à 5, rue de Bonnevoie, L-1260 Luxembourg.
2. Le nombre des administrateurs est fixé à trois (3) et celui des commissaires aux comptes à un (1).
3. Les personnes suivantes sont appelées comme administrateurs:
  - a) Monsieur Daniel GALHANO, administrateur, né le 13 juillet 1976 à Moyeuvre-Grande (France), demeurant professionnellement au 5, rue de Bonnevoie, L- 1260 Luxembourg;
  - b) Monsieur Laurent TEITGEN, administrateur, né le 5 janvier 1979 à Thionville (France), demeurant professionnellement au 5, rue de Bonnevoie, L-1260 Luxembourg; et
  - c) La société anonyme "Capital OPPORTUNITY S.A.", administrateur, établie et ayant son siège social à L-1260 Luxembourg, 5, rue de Bonnevoie, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B, sous le numéro 145718.
4. Conformément à l'article 51bis de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, Monsieur Laurent TEITGEN, préqualifié, est nommé représentant permanent de l'administrateur mentionné ci-avant sous c).
5. La société anonyme "Revisora S.A.", établie et ayant son siège social à L-1930 Luxembourg, 60, Avenue de la Liberté, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B, sous le numéro 145505, est nommée comme commissaire aux comptes de la Société.
6. Faisant usage de la faculté offerte par le point 3) des dispositions transitoires, Monsieur Daniel GALHANO, préqualifié, est nommé comme président du conseil d'administration.
7. Les mandats des administrateurs et du commissaire aux comptes expireront à l'assemblée générale annuelle de l'année 2018.

### *Frais*

Le montant total des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société, ou qui sont mis à sa charge à raison du présent acte, est évalué approximativement à mille trente euros.

### *Déclaration*

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais et le français, déclare par les présentes, qu'à la requête de la partie comparante le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une version française; à la requête de la même partie comparante, et en cas de divergences entre le texte anglais et français, la version anglaise prévaudra.

DONT ACTE, le présent acte a été passé à Luxembourg, à la date indiquée en tête des présentes.

Après lecture du présent acte au mandataire de la partie comparante, agissant comme dit ci-avant, connu du notaire par nom, prénom, état civil et domicile, ledit mandataire a signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: C. DOSTERT, C. WERSANDT

Enregistré à Luxembourg A.C., le 7 novembre 2013. LAC/2013/50593. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €

Le Receveur (signé): Irène THILL.

152336

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée.

Luxembourg, le 15 novembre 2013.

Référence de publication: 2013159728/606.

(130195863) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 novembre 2013.

---

**VPV Invest Verwaltungsgesellschaft S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1445 Strassen, 4, rue Thomas Edison.

R.C.S. Luxembourg B 157.103.

—  
**AUSZUG**

Aus den Beschlüssen der alleinigen Gesellschafterin der Gesellschaft vom 13. November 2013 geht hervor, dass die alleinige Gesellschafterin beschlossen hat

- die Anzahl der Geschäftsführer der Gesellschaft auf drei (3) anzuheben und
- Herrn Oliver Lang, geboren am 28. April 1964 in Saarbrücken, Deutschland, beruflich ansässig in Mittlerer Pfad, 19, D-70499 Stuttgart, Deutschland, mit sofortiger Wirkung und für unbestimmte Zeit zum Geschäftsführer der Gesellschaft zu bestellen.

Infolge dieses Beschlusses besteht der Geschäftsführerrat nunmehr aus Herrn Oliver Lang, Herrn Moritz Weiß und Herrn Matthias Schirpke.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, den 18. November 2013.

*Für die Gesellschaft*

*Ein Bevollmächtigter*

Référence de publication: 2013159739/20.

(130195735) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 novembre 2013.

---

**SiYou S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2327 Luxembourg, 17, Montée de la Pétrusse.

R.C.S. Luxembourg B 181.658.

—  
**STATUTS**

L'an deux mil treize, le quatrième jour du mois de novembre.

Par-devant Maître Paul BETTINGEN, notaire de résidence à Niederanven.

A comparu:

Monsieur Raoul THILL, salarié, né le 10 mai 1967 à Ettelbruck, demeurant à L-2327 Luxembourg, 17, Montée de la Pétrusse.

Lequel comparant, a déclaré avoir constitué une société à responsabilité limitée dont il a arrêté les statuts comme suit:

**Art. 1<sup>er</sup>.** Il est formé par la présente une société à responsabilité limitée qui sera régie par les lois en vigueur et notamment par celle du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales telle qu'amendée ainsi que par les présents statuts.

**Art. 2.** La société prend la dénomination de:

«SiYou S.à r.l.»

**Art. 3.** Le siège social est établi dans la commune de Luxembourg. Il pourra être transféré en toute autre localité du Grand-Duché de Luxembourg de l'accord des associés.

**Art. 4.** La société a pour objet:

- le diagnostic de communication interne et externe;
- la stratégie et le plan de communication;
- le coaching dans les départements de communication;
- le coaching dans le domaine des médias;
- le management de marques;
- le conseil en responsabilité sociétale des entreprises (RSE);
- le design de supports de communications;
- le management et le design de l'information;
- l'organisation de concours d'agences.



D'une façon générale, elle peut prendre toutes mesures de contrôle et de surveillance et faire toutes opérations financières, mobilières ou immobilières, commerciales et industrielles qu'elle jugera utiles à l'accomplissement ou au développement de son objet.

**Art. 5.** La société est constituée pour une durée indéterminée.

**Art. 6.** Le capital social est fixé à DOUZE MILLE CINQ CENTS EURO (EUR 12.500,-) représenté par cent (100) parts sociales de cent vingt-cinq euros (EUR 125,-) chacune.

**Art. 7.** Les parts sociales sont librement cessibles entre associés.

Des transferts de parts sociales inter vivos à des non-associés ne peuvent se faire que moyennant l'agrément des associés représentant au moins 75% du capital social.

Pour le reste, il est référé aux dispositions des articles 189 et 190 de la loi coordonnée sur les sociétés commerciales.

**Art. 8.** Un associé ainsi que les héritiers et représentants ou ayants-droit et créanciers d'un associé ne peuvent, sous aucun prétexte, requérir l'apposition de scellés sur les biens et documents de la société, ni s'immiscer en aucune manière dans les actes de son administration.

Ils doivent pour l'exercice de leurs droits, s'en rapporter aux inventaires sociaux et aux décisions des assemblées générales.

**Art. 9.** Le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture d'un des associés ne mettent pas fin à la société.

**Art. 10.** La société est administrée par un ou plusieurs gérants, associés ou non. Ils sont nommés par l'assemblée générale des associés pour une durée indéterminée et peuvent à tout moment être révoqués.

Les pouvoirs des gérants seront déterminés dans leur acte de nomination.

**Art. 11.** Les décisions des associés sont prises en assemblée générale ou par consultation écrite à la diligence de la gérance.

Une décision n'est valablement prise qu'après avoir été adoptée par des associés représentant plus de cinquante pour cent (50%) du capital social.

Aussi longtemps que la société n'a qu'un seul associé, il exercera tous les pouvoirs réservés à l'assemblée générale des associés par la loi ou par les présents statuts.

Les résolutions prises par l'associé unique seront inscrites sous forme de procès-verbaux.

**Art. 12.** L'année sociale commence le premier janvier et finit le dernier jour du mois de décembre de chaque année. Par dérogation, le premier exercice social commence le jour de la constitution de la société et finira le 31 décembre 2014.

**Art. 13.** Chaque année au dernier jour de décembre il sera fait un inventaire de l'actif et du passif de la société, ainsi qu'un bilan et un compte de profits et pertes.

Les produits de la société, déduction faite des frais généraux, charges, amortissements et provisions, constituent le bénéfice net.

Sur ce bénéfice net, il est prélevé cinq pour cent (5%) pour la constitution d'un fonds de réserve; ce prélèvement cesse d'être obligatoire, dès que le fonds de réserve a atteint le dixième du capital, mais devrait toutefois être repris jusqu'à entière reconstitution, si à un moment donné et pour quelque cause que ce soit, le fonds de réserve avait été entamé. Le solde est à la disposition de l'assemblée générale des associés.

**Art. 14.** En cas de dissolution de la société, chaque associé prélèvera avant tout partage le montant nominal de sa part dans le capital; le surplus sera partagé au prorata des mises des associés. Si l'actif net ne permet pas le remboursement du capital social, le partage se fera proportionnellement aux mises initiales.

**Art. 15.** En cas de dissolution de la société, la liquidation sera faite par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, désignés par l'assemblée des associés à la majorité fixée par l'article 142 de la loi du 10 août 1915 et de ses lois modificatives.

Le ou les liquidateurs auront les pouvoirs les plus étendus pour la réalisation de l'actif et le paiement du passif.

**Art. 16.** Pour tout ce qui n'est pas prévu dans les présents statuts, les parties se réfèrent aux dispositions des lois afférentes.

#### *Souscription*

Les statuts de la société ayant été ainsi établis, le comparant souscrit l'intégralité du capital comme suit:

Monsieur Raoul THILL, prénommé, cent parts sociales . . . . .	100
TOTAL: CENT PARTS SOCIALES . . . . .	100

Toutes les parts sociales ont été intégralement libérées, ce dont l'associé unique se donne quittance et décharge:

Le notaire instrumentaire constate expressément que dès à présent la somme de DOUZE MILLE CINQ CENTS EURO (EUR 12.500,-) se trouve à la disposition de la société ainsi qu'il lui en a été justifié.

*Évaluation - Frais*

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution s'élève approximativement à mille cent euros (1.100,- EUR).

*Assemblée générale extraordinaire*

Les statuts de la société ayant été arrêtés ainsi, l'associé préqualifié, exerçant les pouvoirs de l'assemblée générale, a pris les résolutions suivantes:

1) Est nommé gérant unique de la société pour une durée indéterminée:

Monsieur Raoul THILL, prénommé.

La société est valablement engagée par la signature individuelle du gérant unique. Il peut déléguer des pouvoirs à des tiers.

2) Le siège social est établi à L-2327 Luxembourg, 17, Montée de la Pétrusse.

Le notaire instrumentant a rendu le comparant attentif au fait qu'avant toute activité commerciale de la société pré-sentement fondée, celle-ci doit être en possession d'une autorisation de commerce en bonne et due forme en relation avec l'objet social, ce qui est expressément reconnu par le comparant.

*Pouvoirs*

Les comparants, agissant dans un intérêt commun, donnent pouvoir à tous clerks et employés de l'Étude du notaire soussigné, à l'effet de faire dresser et signer tous actes rectificatifs éventuels des présentes.

DONT ACTE, fait et passé à Senningerberg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au comparant, connu du notaire instrumentaire par ses nom, prénom usuel, état et demeure, il a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: Raoul Thill, Paul Bettingen.

Enregistré à Luxembourg, A.C., le 6 novembre 2013. LAC/2013/50390. Reçu 75,- €.

Le Receveur (signé): Irène Thill.

Pour copie conforme, délivrée à la société aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Senningerberg, le 15 novembre 2013.

Référence de publication: 2013160372/108.

(130196829) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 novembre 2013.

**Recina Invest S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2522 Luxembourg, 6, rue Guillaume Schneider.

R.C.S. Luxembourg B 158.026.

—  
**EXTRAIT**

Il résulte de l'assemblée générale extraordinaire tenue en date 18 novembre 2013 que:

1. Madame Floriana ROBBIANI, née le 6 juillet 1971 à Viganello, Suisse, résidant au Via al Roccolo 13, 6962 Alonago, Suisse a été nommée administrateur de la Société avec effet immédiat et ce jusqu'à l'assemblée générale ordinaire approuvant les comptes clos au 31 décembre 2015.

2. Madame Floriana ROBBIANI, prénommée et Monsieur Francesco CUZZOCREA, né le 22 octobre 1960 à Locarno, Suisse résidant au Via alla Campagna 1, 6942 Porza, Suisse ont été nommés administrateur-délégué à la gestion journalière, ayant chacun un pouvoir de signature individuel, avec effet immédiat et ce jusqu'à l'assemblée générale ordinaire approuvant les comptes clos au 31 décembre 2015.

3. La Société prend acte que les adresses des administrateurs repris ci-dessous sont désormais les suivantes:

- Monsieur Benoît BAUDUIN, 16, avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg;

- Monsieur Patrick MOINET, 156, rue Albert Unden, L-2652 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme

Luxembourg, le 18 novembre 2013.

Référence de publication: 2013160352/22.

(130195980) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 novembre 2013.

**Spectra-Physics AB, Luxembourg Branch, Succursale d'une société de droit étranger.**

Adresse de la succursale: L-1610 Luxembourg, 8-10, avenue de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 176.281.

L'adresse actuelle de la Succursale est située à 8-10, avenue de la Gare, L-1610 Luxembourg.

L'adresse professionnelle actuelle de Monsieur Aidan FOLEY, représentant permanent de la Succursale est la suivante:  
8-10, avenue de la Gare, L-1610 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013160374/11.

(130195993) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 novembre 2013.

**St James Investment S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2320 Luxembourg, 67, boulevard de la Pétrusse.

R.C.S. Luxembourg B 115.730.

Le bilan au 31 décembre 2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18 novembre 2013.

Référence de publication: 2013160375/10.

(130196106) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 novembre 2013.

**Stanley Munich 3 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 162.053.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18 novembre 2013.

Référence de publication: 2013160376/10.

(130196289) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 novembre 2013.

**Spanish Residential (REIT) Holdco I S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2453 Luxembourg, 2-4, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 175.202.

Statuts coordonnés, suite à l'assemblée générale extraordinaire reçue par Maître Francis KESSELER, notaire de résidence à Esch/Alzette, en date du 31 juillet 2013 déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Esch/Alzette, le 30 août 2013.

Référence de publication: 2013160368/11.

(130196714) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 novembre 2013.

**Silver Rocket S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1143 Luxembourg, 24, rue Astrid.

R.C.S. Luxembourg B 162.883.

Le bilan au 31.12.2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme

Pour SILVER ROCKET S.A.

Signature

Référence de publication: 2013160371/12.

(130196295) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 novembre 2013.

**Shire Luxembourg Finance S.à r.l., Société à responsabilité limitée.****Capital social: USD 25.000,00.**

Siège social: L-2557 Luxembourg, 7A, rue Robert Stümper.

R.C.S. Luxembourg B 181.573.

Il résulte d'un acte sous seing privé signé en date du 5 novembre 2013 que la société Shire Pharmaceutical Holdings Ireland Limited, une société de droit irlandais, établie et ayant son siège social au 5 Riverwalk, Citywest Business Campus, Dublin 24, Irlande, a transféré la totalité des 25.000 parts sociales détenues par elle dans la Société, représentant l'intégralité de son capital, à Shire Ireland Finance Limited, une société de droit irlandais, établie et ayant son siège social au 5 Riverwalk, Citywest Business Campus, Dublin 24, Irlande, avec prise d'effet au 5 novembre 2013.

En conséquence, et au 5 novembre 2013, l'associé unique de la Société est Shire Ireland Finance Limited, détentrice de 25.000 parts sociales de la Société.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations

Luxembourg, le 18 novembre 2013.

*Pour Shire Luxembourg Finance S.à r.l.*

Signature

Référence de publication: 2013160370/19.

(130196196) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 novembre 2013.

---

**School 3 S.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.****Capital social: EUR 3.270.728,00.**

Siège social: L-1528 Luxembourg, 1-3, boulevard de la Foire.

R.C.S. Luxembourg B 129.513.

Il résulte des résolutions prises par l'associé unique de la Société en date du 15 novembre 2013 que:

- Madame Julia Klingen démissionne de son poste de gérant de classe A de la société avec effet au 15 novembre 2013;
- Geoffrey LIMPACH, né le 11 avril 1983 à Arlon (Belgique) et ayant son adresse professionnelle au 1-3, boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg, est nommée en tant que gérant de classe A avec effet au 15 novembre 2013 et ce pour une durée indéterminée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fait à Luxembourg, le 18 novembre 2013.

Référence de publication: 2013160367/15.

(130196390) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 novembre 2013.

---

**Storebrand Luxembourg S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6C, route de Trèves.

R.C.S. Luxembourg B 54.439.

*Extrait des Décisions prises lors de l'Assemblée Générale Annuelle des Actionnaires du 31 octobre 2013*

Composition du Conseil d'Administration:

Il a été décidé d'approuver la réélection de Monsieur Robert J. Wood, de Monsieur Frode Masdal Aasen et de Madame Jorunn Storjohann, en tant qu'Administrateurs de la Société pour un an, dont l'échéance sera à l'issue de l'Assemblée Générale Annuelle des Actionnaires qui statuera sur l'année fiscale se terminant le 31 décembre 2013.

*Auditeurs*

Il a été décidé de réélire Deloitte S.à r.l. en tant que réviseur d'entreprises pour un an, dont l'échéance sera à l'issue de l'Assemblée Générale Annuelle des Actionnaires qui statuera sur l'année fiscale se terminant le 31 décembre 2013.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 19 novembre 2013.

*Pour STOREBRAND LUXEMBOURG S.A.*

Au nom et pour le compte de J.P. Morgan Bank Luxembourg S.A.

*Agent Domiciliaire*

Référence de publication: 2013161023/20.

(130197112) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 novembre 2013.

---

**PMA & S S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-4751 Pétange, 165A, route de Longwy.  
R.C.S. Luxembourg B 114.830.

Les comptes annuels au 31/12/2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013160988/10.

(130197425) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 novembre 2013.

**PMS Partners S.A., Société Anonyme de Titrisation.**

Siège social: L-2121 Luxembourg, 231, Val des Bons Malades.  
R.C.S. Luxembourg B 34.112.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 25 avril 2013.

SG AUDIT SARL

Référence de publication: 2013160989/11.

(130196970) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 novembre 2013.

**Polytec S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-6973 Rameldange, 2, Am Beiebiérg.  
R.C.S. Luxembourg B 34.454.

Le bilan au 31 décembre 2010 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Mandataire*

Référence de publication: 2013160990/10.

(130196882) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 novembre 2013.

**PP V PBF II S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-5367 Schuttrange, 64, rue Principale.  
R.C.S. Luxembourg B 168.619.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Schuttrange, le 20 novembre 2013.

Référence de publication: 2013160991/10.

(130197482) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 novembre 2013.

**SPS Payment Services, Luxembourg Branch, Succursale d'une société de droit étranger.**

Adresse de la succursale: L-5365 Munsbach, 6C, rue Gabriel Lippman.  
R.C.S. Luxembourg B 175.512.

**FERMETURE D'UNE SUCCURSALE**

Il est porté à connaissance des tiers que la maison mère «Special Payment Services Limited.» a décidé de fermer la succursale «SPS Payment Services, Luxembourg Branch» avec date effective au 30 juin 2013.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Munsbach, le 18 novembre 2013.

*Pour la Succursale*

Référence de publication: 2013161021/13.

(130196790) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 novembre 2013.

**PC Secondary Opportunities S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 154.274.

---

**CLÔTURE DE LIQUIDATION**

*Extrait des résolutions prises lors de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 19 novembre 2013*

1. La liquidation de la société PC Secondary Opportunities S.à r.l. est clôturée.
2. Les livres et documents sociaux sont déposés à l'adresse, 412F, route d'Esch L-2086 Luxembourg, et y seront conservés pendant cinq ans au moins.

PC Secondary Opportunities S.à r.l. (en liquidation)

Merlis S.à r.l.

Signatures

Liquidateur

Référence de publication: 2013160982/16.

(130197215) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 novembre 2013.

---

**Pasta Point Pétange Sàrl, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-4702 Pétange, 29, rue Robert Krieps.

R.C.S. Luxembourg B 145.465.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013160981/9.

(130197329) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 novembre 2013.

---

**Pasta Point Belair S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2220 Luxembourg, 681, rue de Neudorf.

R.C.S. Luxembourg B 151.483.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013160980/9.

(130197331) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 novembre 2013.

---

**Palladion Sicav, Société d'Investissement à Capital Variable.**

Siège social: L-1150 Luxembourg, 287-289, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 138.847.

Les comptes annuels au 31.07.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013160976/9.

(130197345) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 novembre 2013.

---

**Summer Co 2 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg.

R.C.S. Luxembourg B 176.618.

Statuts coordonnés, suite à l'assemblée générale extraordinaire reçue par Maître Francis KESSELER, notaire de résidence à Esch/Alzette, en date du 1<sup>er</sup> août 2013 déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Esch/Alzette, le 2 septembre 2013.

Référence de publication: 2013161027/11.

(130197556) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 novembre 2013.

---



**Prudential Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: GBP 123.989,00.**

Siège social: L-2557 Luxembourg, 7A, rue Robert Stümper.

R.C.S. Luxembourg B 166.578.

1. En date du 1<sup>er</sup> juillet 2013, l'associé Prudential Corporation Limited, avec siège social au Laurence Pountney Hill, EC4R 0HH London, Royaume-Uni, a cédé la totalité de ses 4.762 parts sociales de classe A à Prudential Public Limited Company, avec siège social au Laurence Pountney Hill, EC4R 0HH London, Royaume-Uni, qui les acquiert.

2. En date du 1<sup>er</sup> juillet 2013, l'associé Holborn Finance Holding Company, avec siège social au Laurence Pountney Hill, EC4R 0HH London, Royaume-Uni, a cédé la totalité de ses 15.126 parts sociales de classe A à Prudential Public Limited Company, avec siège social au Laurence Pountney Hill, EC4R 0HH London, Royaume-Uni, qui les acquiert.

3. En date du 1<sup>er</sup> juillet 2013, l'associé Prudential Securities Limited, avec siège social au Laurence Pountney Hill, EC4R 0HH London, Royaume-Uni, a cédé la totalité de ses 25.632 parts sociales de classe A à Prudential Public Limited Company, avec siège social au Laurence Pountney Hill, EC4R 0HH London, Royaume-Uni, qui les acquiert.

4. En date du 1<sup>er</sup> juillet 2013, l'associé Park Avenue (Singapore Two) Limited, avec siège social au 10/8, International Commercial Centre, GX11 1AA Gibraltar, a cédé la totalité de ses 9.777 parts sociales de classe A à Prudential Public Limited Company, avec siège social au Laurence Pountney Hill, EC4R 0HH London, Royaume-Uni, qui les acquiert.

5. En date du 23 octobre 2013, l'associé Prudential Australia One Limited, avec siège social au Laurence Pountney Hill, EC4R 0HH London, Royaume-Uni, a cédé la totalité de ses 9.829 parts sociales de classe A à Prudential Public Limited Company, avec siège social au Laurence Pountney Hill, EC4R 0HH London, Royaume-Uni, qui les acquiert.

6. En date du 24 octobre 2013, l'associé Prudential (Gibraltar) Limited, avec siège social au 10/8, International Commercial Centre, GX11 1AA Gibraltar, a cédé la totalité de ses 9.777 parts sociales de classe A à Prudential Public Limited Company, avec siège social au Laurence Pountney Hill, EC4R 0HH London, Royaume-Uni, qui les acquiert.

En conséquence, l'associé unique de la société est Prudential Public Limited Company, précité, avec 104.000 parts sociales de classe A et 19.989 parts sociales de classe B.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18 novembre 2013.

Référence de publication: 2013160975/30.

(130196957) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 novembre 2013.

**RH Paris 1 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1463 Luxembourg, 21, rue du Fort Elisabeth.

R.C.S. Luxembourg B 136.967.

Acte de constitution publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations en date du 09/04/2008

**EXTRAIT**

Suite à une décision du conseil d'administration de Mafco Trading Company Limited («Mafco») prise le 12 septembre 2013, le siège social de Mafco a été transféré au 3076 Sir Francis Drake's Highway à Road Town, Tortola, Iles Vierges Britanniques, avec effet au 8 novembre 2013.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour RH Paris 1 S.à r.l.*

Référence de publication: 2013161003/14.

(130197337) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 novembre 2013.

**Revolia S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-5367 Schuttrange, 64, rue principale.

R.C.S. Luxembourg B 125.759.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Schuttrange, le 19 novembre 2013.

Référence de publication: 2013161002/10.

(130196990) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 novembre 2013.

**Sabadell BS Funds SICAV, Société d'Investissement à Capital Variable.**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 14, boulevard Royal.  
R.C.S. Luxembourg B 65.496.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Luxembourg, le 19 novembre 2013.  
Référence de publication: 2013161011/10.  
(130197051) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 novembre 2013.

**Passy Development S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2557 Luxembourg, 18, rue Robert Stümper.  
R.C.S. Luxembourg B 98.829.

Les comptes annuels au 30.11.2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
PASSY DEVELOPMENT S.A.  
Référence de publication: 2013160979/10.  
(130196921) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 novembre 2013.

**Pensionnat Notre-Dame (Sainte Sophie), Fondation.**

Siège social: L-1269 Luxembourg, 4, rue Marguerite de Busbach.  
R.C.S. Luxembourg G 160.

Les coordonnées des membres du Conseil d'Administration qui ont été nommés lors de l'assemblée générale du 31 décembre 2011:

Président: Hansen Albert 23-25 rue Notre-Dame L-2240 Luxembourg  
Vice-Président: Gillen Erny 5 av. Marie-Thérèse L-2132 Luxembourg  
Secrétaire: Reuter Bernadette 12 Cité Pescher L-8035 Strassen  
Administrateur: Hollerich Jean-Claude 3 av. Marie-Thérèse L-2132 Luxembourg  
Administrateur: Klein Marie-Paul 19 avenue Emile Reuter L-2420 Luxembourg  
Administrateur: Arquie Pierre 49 rue du Colonel de Bange F-78150 Le Chesnay  
Administrateur: Le Saout Yves 621 Chemin de la Côte F-78670 Villennes sur Seine  
Luxembourg, le 31 décembre 2011.  
Référence de publication: 2013160984/17.  
(130197795) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 novembre 2013.

**SLS INOVATION SàRL (H-K), succursale de Luxembourg, Succursale d'une société de droit étranger.**

Adresse de la succursale: L-3871 Schifflange, 13, rue de la Paix.  
R.C.S. Luxembourg B 169.979.

**FERMETURE D'UNE SUCCURSALE**

*Extrait du Procès-Verbal de la résolution des gérants tenue au siège social de SLS INOVATION SàRL (H-K)*

*Résolution:*

Après délibération préalable, le conseil de gérance décide à l'unanimité:  
1. Fermeture de la succursale en date du 18 novembre 2013.  
La séance est levée à 11.00 heures.  
En foi de quoi, le présent procès-verbal a été dressé et signé par les gérants.  
Schifflange, le 18 Novembre 2013.  
Monsieur Stéphane LOCATELLI / Madame Carole VANDERMEULEN  
Gérant administratif / Gérant technique  
Référence de publication: 2013160977/17.  
(130196863) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 novembre 2013.

**Pensionnat Notre-Dame (Sainte Sophie), Fondation.**

Siège social: L-1269 Luxembourg, 4, rue Marguerite de Busbach.

R.C.S. Luxembourg G 160.

*Extrait du rapport succinct sur la réunion du Conseil d'Administration du 17 avril 2012*

Les membres du Conseil d'Administration prennent note de la décision des fondateurs de la Fondation Pensionnat Notre-Dame du 31.12.2011 et constatent que le Conseil d'Administration se compose comme suit:

Comme représentants de la Congrégation Notre-Dame: Sœur Marie-Paul KLEIN, MM. Albert Hansen et Yves le SAOUT;

Comme représentants de l'Archevêché de Luxembourg: Monseigneur l'Archevêque Jean-Claude HOLLERICH et Monsieur le Vicaire Général Erny GILLEN.

Les membres ainsi désignées, après avoir déclaré accepter leur mandat, décident de coopter, comme proposé par les représentants des Fondateurs dans leur lettre du 31 décembre 2011, Madame Bernadette REUTER et M. Pierre ARQUIE qui déclarent accepter le mandat.

Les membres du Conseil d'Administration élisent, à l'unanimité, le Bureau du Conseil d'administration qui est composé comme suit:

- Président: M. Albert HANSEN;
- Vice-Président: Monsieur le Vicaire Général Erny GILLEN;
- Secrétaire: Madame Bernadette REUTER.

Luxembourg, le 3 octobre 2013.

Albert Hansen / Bernadette Reuter

Président / Secrétaire

Référence de publication: 2013160985/25.

(130197795) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 novembre 2013.

**GAM S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2737 Luxembourg, 15, rue Wurth Paquet.

R.C.S. Luxembourg B 43.817.

Les comptes annuels au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013161396/9.

(130198376) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 novembre 2013.

**GERES Investment S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 12.600,00.**

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2-8, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 118.472.

*Extraits des résolutions des actionnaires de la société fait le 23 octobre 2013*

Alres Sàrl, une société à responsabilité limitée constituée selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, avec siège social à 2-8, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg, immatriculée au RCS sous le matricule B 119321 et Lemagneres Sàrl, une société à responsabilité limitée constituée selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, avec siège social à 2-8, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg, immatriculée au RCS sous le matricule B 119261, résoudent par la présente:

1. De reconnaître qu'Ewoud Boekhout, adresse professionnelle à 260, Entree II, De entre, NL - 1101 EE Amsterdam Z.O., a remis sa démission à titre d'administrateur de la Société et d'accepter sa démission avec effet au 31 Octobre 2013.

Aires Sàrl / Lemagneres Sàrl

Représenté par Ewoud Boekhout / Gary Janaway / Paul Farmer

Gérant / Gérant / Gérant

Référence de publication: 2013161400/20.

(130197959) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 novembre 2013.

**GLBH Holdings S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 126.269.

Le Bilan consolidé au 31 décembre 2011 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
(conforme Art. 316 du loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales)

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 19 novembre 2013.

Manacor (Luxembourg) S.A.

Signatures

Manager B

Référence de publication: 2013161404/14.

(130198345) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 novembre 2013.

---

**Getex S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1371 Luxembourg, 223, Val Sainte Croix.

R.C.S. Luxembourg B 50.101.

Les comptes annuels au 31.12.2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 21 novembre 2013.

FIDUCIAIRE FERNAND FABER

Signature

Référence de publication: 2013161403/12.

(130198257) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 novembre 2013.

---

**Grenat S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2210 Luxembourg, 54, boulevard Napoléon 1er.

R.C.S. Luxembourg B 61.448.

Le bilan au 31.12.2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme

Pour GRENAT S.A.

Signature

Référence de publication: 2013161410/12.

(130197919) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 novembre 2013.

---

**Caribbeds, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1258 Luxembourg, 22, rue Jean-Pierre Brasseur.

R.C.S. Luxembourg B 128.106.

*Extrait des décisions prises par l'associée unique en date du 22 novembre 2013*

1. Monsieur Philippe TOUSSAINT a démissionné de son mandat de gérant A.

2. Monsieur Enrique RUIZ, administrateur de sociétés, né à Santa Cruz de Tenerife (Espagne), le 25 septembre 1983, demeurant professionnellement à L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, a été nommé comme gérant A pour une durée indéterminée.

Luxembourg, le 22 novembre 2013.

Pour extrait sincère et conforme

Pour Caribbeds

Intertrust (Luxembourg) S.A.

Référence de publication: 2013161847/16.

(130198996) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 novembre 2013.

---

**BRS International S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2613 Luxembourg, 1, place du Théâtre.

R.C.S. Luxembourg B 140.077.

*Extrait des résolutions prises par l'assemblée générale extraordinaire en date du 24 juin 2013*

L'Assemblée Générale a décidé de renouveler le mandat de réviseur d'entreprise de la Société Mazars Luxembourg, société anonyme, ayant son siège social à 10A, rue Henri M. Schnadt, L-2530 Luxembourg, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 159962, jusqu'à la tenue de la prochaine assemblée générale en 2014.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 21 novembre 2013.

Référence de publication: 2013161843/14.

(130198654) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 novembre 2013.

**Brookfield Infrastructure Partners PD Ports Capital Management SCA, Société en Commandite par Actions.**

Siège social: L-1331 Luxembourg, 67, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 151.915.

Veuillez prendre note qu'une erreur s'est glissée lors du dépôt L130195006 du 18 novembre 2013. Il y a lieu de lire que le siège social a été transféré au 67, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg.

Luxembourg, le 21 novembre 2013.

Pour avis sincère et conforme

Pour BROOKFIELD INFRASTRUCTURE PARTNERS PD PORTS CAPITAL MANAGEMENT SCA

Intertrust (Luxembourg) S.A.

Référence de publication: 2013161842/14.

(130198764) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 novembre 2013.

**Brim S.A., SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.**

Siège social: L-1610 Luxembourg, 42-44, avenue de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 29.694.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Extrait sincère et conforme

BRIM S.A., SPF

Référence de publication: 2013161841/11.

(130198701) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 novembre 2013.

**Baker Hughes Germany Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: USD 22.000,00.**

Siège social: L-1466 Luxembourg, 12, rue Jean Engling.

R.C.S. Luxembourg B 108.612.

En date du 6 novembre 2013, l'associé unique a ratifié et renouvelé les mandats de Constanze Guthier-Brown, Alexander L Peng et Marc Feider pour un mandat qui prendra fin lors de l'assemblée générale annuelle qui statuera sur les comptes clos en 2015.

POUR EXTRAIT CONFORME ET SINCERE

Baker Hughes Germany Holdings S.à r.l.

Signature

Un Mandataire

Référence de publication: 2013161826/15.

(130198761) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 novembre 2013.

**BlueOrchard Local Currency Fund General Partner S.à r.l., Société à responsabilité limitée.****Capital social: USD 20.000,00.**

Siège social: L-2180 Luxembourg, 5, rue Jean Monnet.  
R.C.S. Luxembourg B 160.531.

Le bilan au 30 juin 2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

CREDIT SUISSE FUND SERVICES (LUXEMBOURG) S.A.

Référence de publication: 2013161828/10.

(130198869) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 novembre 2013.

---

**Belador Advisors UK Limited, Succursale d'une société de droit étranger.**

Adresse de la succursale: L-2540 Luxembourg, 26-28, rue Edward Steichen.  
R.C.S. Luxembourg B 169.702.

L'adresse actuelle de la Succursale est située à 26-28 Rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg.

L'adresse professionnelle actuelle de Monsieur Christian KLAR, représentant permanent de la Succursale est la suivante: 26-28 Rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013161832/11.

(130198637) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 novembre 2013.

---

**Black and Blue Wind S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 8, boulevard Royal.  
R.C.S. Luxembourg B 139.656.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013161835/10.

(130199044) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 novembre 2013.

---

**Binar s.à r.l., Société à responsabilité limitée.****Capital social: EUR 50.000,00.**

Siège social: L-7258 Helmsange, 3, rue des Pommiers.  
R.C.S. Luxembourg B 173.958.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 21 novembre 2013.

Référence de publication: 2013161834/11.

(130198860) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 novembre 2013.

---

**Bimini Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.  
R.C.S. Luxembourg B 179.365.

Les statuts coordonnés au 13/11/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Redange-sur-Attert, le 21/11/2013.

Me Cosita Delvaux

Notaire

Référence de publication: 2013161827/12.

(130198521) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 novembre 2013.

---



**Avanti Invest SA, Société Anonyme.**

Siège social: L-3511 Dudelange, 10, rue de la Libération.  
R.C.S. Luxembourg B 110.794.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013161825/10.

(130198980) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 novembre 2013.

**Audaxis S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-8437 Steinfurt, 62, rue de Koerich.  
R.C.S. Luxembourg B 66.880.

Les comptes annuels au 31/12/2012 ont été déposés, dans leur version abrégée, au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg conformément à l'art. 79(1) de la loi du 19/12/2002.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Mandataire*

Référence de publication: 2013161822/11.

(130198571) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 novembre 2013.

**Auto-Ecole Albert Schreiber S. à r. l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2313 Luxembourg, 2A, place du Parc.  
R.C.S. Luxembourg B 72.415.

Le bilan au 31 décembre 2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Mandataire*

Référence de publication: 2013161823/10.

(130198678) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 novembre 2013.

**BRAUN Bernard S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-6744 Grevenmacher, 2, rue Victor Braun.  
R.C.S. Luxembourg B 19.767.

Les comptes annuels au 31.12.2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Echternach, le 22 novembre 2013.

Signature.

Référence de publication: 2013161838/10.

(130199060) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 novembre 2013.

**C.P.C, Crop Protection Company S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-6688 Mertert, 1, route du Vin.  
R.C.S. Luxembourg B 180.644.

*Auszug des Beschlusses des Alleinigen Verwalters vom 14. November 2013*

Der alleinige Verwalter beschliesst Herrn Toni MALEC, geboren am 03/04/1953 in Lauschied (D), wohnhaft in D-55568 Lauschied, Auf der Grundwies, 9, für unbestimmte Zeit zum Direktor der Gesellschaft zu ernennen. Der Direktor ist befugt die Gesellschaft durch seine alleinige Unterschrift im Rahmen der alltäglichen Geschäftsführung rechtmäßig zu vertreten.

Luxemburg, den 14. November 2013.

Référence de publication: 2013161844/13.

(130199093) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 novembre 2013.

**Del Monte Fresh Produce S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 180.098.

—  
In the year two thousand and thirteen, on the thirteenth day of November,  
before us Maître Marc Loesch, notary, residing in Mondorf-les-Bains, Grand Duchy of Luxembourg,

there appeared

Del Monte Luxembourg SARL, a société à responsabilité limitée governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having a share capital of nineteen million six hundred seventy-three thousand six hundred sixty-eight dollars of the United States of America (USD 19,673,668.-) with registered office at 35, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg and registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 168.516;

hereby represented by Maître Philip Basler-Gretic, residing in Luxembourg,

by virtue of a proxy under private seal given on 12 November 2013, (the "Shareholder").

The said proxy shall be annexed to the present deed.

The Shareholder has requested the undersigned notary to record that the Shareholder is the sole shareholder of Del Monte Fresh Produce S.à r.l., a société à responsabilité limitée governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having a share capital of thirteen thousand euro (EUR 13,000.-), with registered office at 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, incorporated following a deed of the undersigned notary of 27 August 2013, published in the Memorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 2273 of 17 September 2013 and registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 180.098 (the "Company").

The Shareholder, represented as above mentioned, has recognised to be duly and fully informed of the resolutions to be taken on the basis of the following agenda:

*Agenda*

1 To amend article 3 ("Object") of the articles of association of the Company in order to change the corporate object of the Company which shall be amended as follows:

"The object of the Company is the acquisition, holding and disposal of interests in Luxembourg and/or in foreign companies and undertakings, the administration, development and management of such interests and, where appropriate, the advice, assistance, and more generally all services, in all its forms, to any natural or legal persons, and in particular to its subsidiaries, in particular with respect to management, business leadership, organization, development, strategy, financial and investment engineering as well as to research and development.

The Company may provide loans and financing in any other kind or form or grant guarantees or security in any other kind or form, in favour of the companies and undertakings forming part of the group of which the Company is a member.

The Company may also invest in real estate, in intellectual property rights or any other movable or immovable assets in any kind or form.

The Company may borrow in any kind or form and privately issue bonds, notes or any other debt instruments as well as warrants or other share subscription rights.

In a general fashion, the Company may carry out any commercial, industrial or financial operation, which it may deem useful in the accomplishment and development of its purposes."

2 Miscellaneous.

has requested the undersigned notary to record the following resolutions:

*Sole resolution*

The Shareholder resolved to amend article 3 ("Object") of the articles of association of the Company in order to change the corporate object of the Company which shall be amended as follows:

" **Art. 3. Object.** The object of the Company is the acquisition, holding and disposal of interests in Luxembourg and/or in foreign companies and undertakings, the administration, development and management of such interests and, where appropriate, the advice, assistance, and more generally all services, in all its forms, to any natural or legal persons, and in particular to its subsidiaries, in particular with respect to management, business leadership, organization, development, strategy, financial and investment engineering as well as to research and development.

The Company may provide loans and financing in any other kind or form or grant guarantees or security in any other kind or form, in favour of the companies and undertakings forming part of the group of which the Company is a member.

The Company may also invest in real estate, in intellectual property rights or any other movable or immovable assets in any kind or form.

The Company may borrow in any kind or form and privately issue bonds, notes or any other debt instruments as well as warrants or other share subscription rights.

In a general fashion, the Company may carry out any commercial, industrial or financial operation, which it may deem useful in the accomplishment and development of its purposes."

#### *Expenses*

The expenses, costs, fees and charges of any kind which shall be borne by the Company as a result of the present deed are estimated at one thousand four hundred euro (EUR 1,400,-).

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the proxyholder of the above appearing party, the present deed is worded in English followed by a French version; on request of the same person and in case of divergences between the English and the French texts, the English text will prevail.

Whereupon the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day referred to at the beginning of this document.

The document having been read to the proxyholder of the above appearing party, who is known to the undersigned notary by his surname, first name, civil status and residence, such proxyholder signed together with the undersigned notary, this original deed.

#### **Suit la traduction française du texte qui précède:**

L'an deux mille treize, le treizième jour de novembre,

par devant nous Maître Marc Loesch, notaire de résidence à Mondorf-les-Bains, Grand-Duché de Luxembourg,

Del Monte Luxembourg SARL, une société à responsabilité limitée régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant un capital social de dix-neuf millions six cent soixante-treize mille six cent soixante-huit dollars des Etats-Unis d'Amérique (USD 19.673.668,-) avec siège social au 35, Boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg et immatriculé au Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B 168.516;

représenté aux fins des présentes par Maître Philip Basler-Gretic, demeurant à Luxembourg,

aux termes d'une procuration sous seing privé donnée le 12 novembre 2013, (l'«Associé»).

La prédite procuration restera annexée aux présentes.

L'Associé a requis le notaire instrumentant d'acter que l'Associé est l'associé unique de Del Monte Fresh Produce S.à r.l., une société à responsabilité limitée régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant un capital social de treize mille euro (EUR 13.000,-), dont le siège social est au 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, constituée suivant acte de Maître Martine Schaeffer, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg en remplacement de Maître Marc Loesch de résidence à Mondorf-les-Bains, Grand-Duché de Luxembourg en date du 27 août 2013, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations sous le numéro 2273 du 17 septembre 2013 et immatriculé au Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B 180.098 (la «Société»).

L'Associé, représenté comme indiqué ci-avant, reconnaît avoir été dûment et pleinement informé des décisions à intervenir sur base de l'ordre du jour suivant:

#### *Ordre du jour*

1 Modifier l'article 3 («Objet») des statuts de la Société afin de changer l'objet social de la Société, qui sera dorénavant rédigé comme suit:

"La Société a pour objet l'acquisition, la détention et la cession de participations dans toute société et entreprise luxembourgeoise et/ou étrangère, ainsi que l'administration, la gestion et la mise en valeur de ces participations, et, le cas échéant, le conseil, l'assistance, et plus généralement toutes prestations de services, sous toutes formes, à toutes personnes physiques ou morales, et en particulier à destination de ses filiales, en matière, notamment, de gestion, de direction d'entreprises, d'organisation, de développement, de stratégie et ingénierie financière et d'investissement ainsi que de recherche et développement.

La Société peut fournir des prêts et financements sous quelque forme que ce soit ou consentir des garanties ou sûretés sous quelque forme que ce soit, au profit de sociétés et d'entreprises faisant partie du groupe de sociétés dont la Société fait partie.

La Société peut également investir dans l'immobilier, les droits de propriété intellectuelle ou tout autre actif mobilier ou immobilier sous quelque forme que ce soit.

La Société peut emprunter sous quelque forme que ce soit et procéder à l'émission privée d'obligations, de billets à ordre ou tout autre instrument de dettes ainsi que des bons de souscription ou tout autre droit de souscription d'actions.

D'une façon générale, la Société peut effectuer toute opération commerciale, industrielle ou financière qu'elle estime utile à l'accomplissement et au développement de son objet."

#### 2 Divers.

a requis le notaire soussigné d'acter les résolutions suivantes:

*Résolution unique*

L'Associé a décidé de changer l'article 3 des statuts de la Société afin de changer l'objet social de la Société, qui sera dorénavant rédigé comme suit:

" **Art. 3. Objet.** La Société a pour objet l'acquisition, la détention et la cession de participations dans toute société et entreprise luxembourgeoise et/ou étrangère, ainsi que l'administration, la gestion et la mise en valeur de ces participations, et, le cas échéant, le conseil, l'assistance, et plus généralement toutes prestations de services, sous toutes formes, à toutes personnes physiques ou morales, et en particulier à destination de ses filiales, en matière, notamment, de gestion, de direction d'entreprises, d'organisation, de développement, de stratégie et ingénierie financière et d'investissement ainsi que de recherche et développement.

La Société peut fournir des prêts et financements sous quelque forme que ce soit ou consentir des garanties ou sûretés sous quelque forme que ce soit, au profit de sociétés et d'entreprises faisant partie du groupe de sociétés dont la Société fait partie.

La Société peut également investir dans l'immobilier, les droits de propriété intellectuelle ou tout autre actif mobilier ou immobilier sous quelque forme que ce soit.

La Société peut emprunter sous quelque forme que ce soit et procéder à l'émission privée d'obligations, de billets à ordre ou tout autre instrument de dettes ainsi que des bons de souscription ou tout autre droit de souscription d'actions.

D'une façon générale, la Société peut effectuer toute opération commerciale, industrielle ou financière qu'elle estime utile à l'accomplissement et au développement de son objet."

*Frais*

Les frais, dépenses, honoraires et charges de toute nature payable par la Société en raison du présent acte sont évalués à mille quatre cents euros (EUR 1.400,-).

Le notaire soussigné qui comprend et parle la langue anglaise, déclare par la présente qu'à la demande du mandataire de la comparante ci-avant, le présent acte est rédigé en langue anglaise, suivi d'une version française, et qu'à la demande du même mandataire, en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise primera.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Lecture du présent acte faite et interprétation donnée au mandataire de la comparante, connu du notaire soussigné par ses nom, prénom usuel, état et demeure, il a signé avec le notaire soussigné, le présent acte.

Signé: P. Basler-Gretic, M. Loesch.

Enregistré à Remich, le 15 novembre 2013. REM/2013/1990. Reçu soixante-quinze euros. 75,00 €.

*Le Receveur (signé): P. MOLLING.*

Pour expédition conforme.

Mondorf-les-Bains, le 20 novembre 2013.

Référence de publication: 2013161320/143.

(130197991) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 novembre 2013.

**BRE/Europe 2A S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2453 Luxembourg, 2-4, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 142.746.

Les comptes annuels au 31/12/2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013161256/9.

(130198362) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 novembre 2013.

**BRE/Chestnut MezzCo S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2453 Luxembourg, 2-4, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 159.011.

Les Comptes annuels consolidés au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013161255/10.

(130198379) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 novembre 2013.